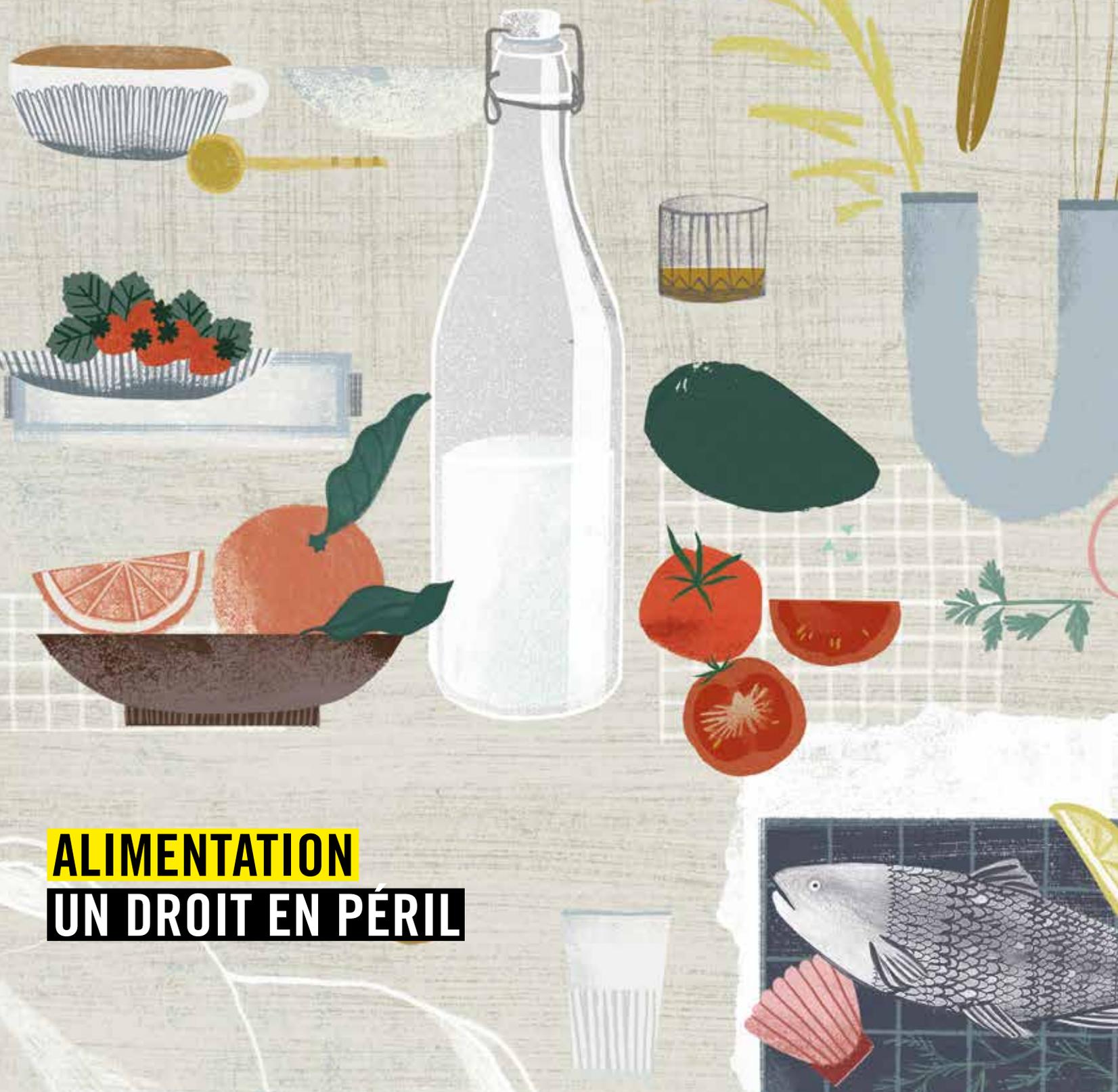


AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 107
Décembre 2021



ALIMENTATION UN DROIT EN PÉRIL

FUKUSHIMA
La renaissance après l'accident

RESCAPÉ DE LA SHOAH
Devoir de mémoire

**AMNESTY
INTERNATIONAL**





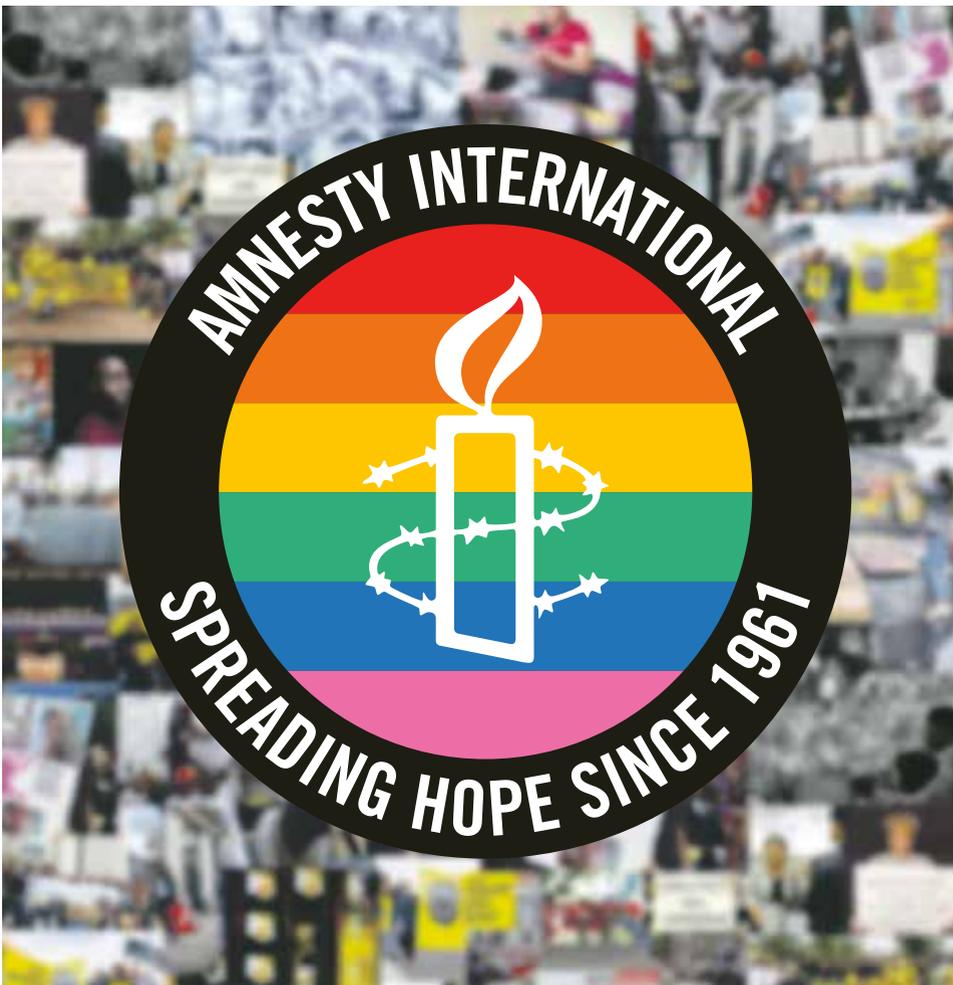
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET CONFÉRENCE ANNUELLE 2022

Nous avons hâte que commence l'année 2022, et nous avons le plaisir de vous inviter à la prochaine Conférence annuelle et Assemblée générale (AG) de la Section suisse d'Amnesty International !

L'Assemblée générale (partie statutaire) aura lieu le jeudi 12 mai au soir, de manière virtuelle. La Conférence annuelle se tiendra le 14 mai 2022, en présence.

Les inscriptions seront ouvertes dès début février jusqu'à la fin du mois de mars 2022.

N'oubliez pas de renouveler votre cotisation annuelle jusqu'au 12 janvier 2022 pour obtenir le droit de vote lors de l'AG. Les motions et postulats peuvent être soumis jusqu'au 17 mars 2022. Nous vous tiendrons informé-e-s sur l'évolution de cet événement. Plus d'informations sur notre site : www.amnesty.ch/ag



Depuis 60 ans et
aujourd'hui plus que jamais :

Agir pour le changement

Amnesty sauvegarde et renforce les droits humains partout dans le monde – avec succès. Aujourd'hui, notre mouvement compte plus de 10 millions de personnes. **Vous aussi, soyez de la partie !**

Faites un don avec TWINT



Scanner le code QR
avec l'app TWINT



Entrer le montant
et confirmer le don



**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Illustration de couverture
© Merle Schewe

— OUVERTURES

- 4 **Éditorial**
- 5 **Good News**
- 6 **En image**
- 7 **Opinion**
COVID-19 : la santé avant le profit!

— POINT FORT

Bon appétit!



Qui dit fêtes de fin d'année dit plaisir de se retrouver pour manger, boire et célébrer ensemble l'année écoulée. Mais beaucoup d'aliments consommés à cette occasion viennent de loin et sont produits dans des conditions problématiques.

- 14 **L'alimentation, un droit humain**
Enjeux de l'accès à la nourriture.
- 15 **Made in Fukushima**
Après l'accident de la centrale nucléaire, la population de Fukushima tente de résoudre les problèmes de sécurité alimentaire.
- 18 **Autosubsistance dans les bidonvilles**
Le COVID-19 a contribué à affamer les populations pauvres du Kenya, mais l'agriculture urbaine pourrait éviter la catastrophe.
- 19 **Comment le colonialisme a affamé l'Arctique**
Denrées hors de prix, périmées, ou introuvables : dans le Grand Nord canadien, la situation alimentaire est tendue.
- 20 **Quand la fourchette rassemble**
Synonyme de plaisir, la nourriture revêt aussi une fonction d'intégration sociale. Focus sur deux projets à Genève.
- 22 **Les pionniers de l'or vert**
Des torréfacteurs misent sur des importations directes et des prix équitables pour un café plus respectueux des droits humains.

— ÉCLAIRAGES

- 24 **Rescapé de la Shoah**
Devoir de mémoire
- 27 **Prison**
Une peine collective
- 29 **PortrAlt**
L'intersectionnalité dans l'objectif
- 30 **Interview culturelle**
Le duo qui prêche la paix



Un imam et un cardinal traversent une Centrafrique en crise pour consolider le processus de paix.

— ÉCHOS

- 31 **BD**
Par Anne Bory
- 32 **Couvertures**
Vers la liberté
Larguer les amarres
Appréhender les horreurs autrement
- 33 **Couvertures**
L'Italie sous toutes ses coutures
Une amitié québécoise sans limites
- 34 **Espace fiction**
L'évaluation

— A G I R

- 37 **Le Marathon des lettres fête ses 20 ans**

CRISE DU PAPIER Vous en avez peut-être entendu parler, le marché mondial connaît une grave pénurie de papier. À tel point que des quotidiens sont contraints de réduire leurs pages. Conséquence de la pandémie et des prix des transports qui ont grimpé en flèche, cette augmentation touche aussi le papier sur lequel est imprimé le magazine « AMNESTY ». Nous vous serions très reconnaissant-e-s de nous aider à soutenir ces coûts en utilisant le bulletin de versement que vous avez reçu avec la lettre d'accompagnement. Merci pour votre soutien!

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N°107, décembre 2021. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage épique : plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene **Éditeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél. : 031 307 22 22, fax: 031 307 22 33, e-mail: info@amnesty.ch
Rédaction : AMNESTY, Rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél. : 021 310 39 40, fax: 021 310 39 48, e-mail: info@amnesty.ch **Administration :** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! **Rédacteur en chef :** Jean-Marie Banderet
Journaliste stagiaire : Olalla Piñeiro Trigo **Rédaction :** Manuela Reimann Graf, Natalie Wenger, Malavika Vartak, Felix Lill, Bettina Rühl, Knut Henkel **Corrections :** Barbara Pagés, Marga Voelkle **Ont également participé à ce numéro :** Danièle Gosteli Hauser, Aurélie Kohler, Charlotte Fama, Déo Negamiyimana, Sonia Imseng, Barbara Pagés, Nadia Boehlen
Diffusion : membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne :** issuu.com/magazineamnestysuisse **Conception graphique :** www.muellerluetolf.ch
Mise en page : Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression :** Stämpfli, Berne **Tirage :** 35 700 exemplaires.

www.amnesty.ch

facebook.com/amnesty.suisse

twitter.com/amnesty_suisse

International : www.amnesty.org

www.instagram.com/amnesty_suisse



En cette veille de fêtes, nous sommes sans doute nombreux et nombreuses à réfléchir au menu de Noël ou du Nouvel An. Car manger est un acte rassembleur ; se nourrir – ce droit fondamental – est un dénominateur commun de

toutes les sociétés humaines.

Mais que faire lorsque rien ne vous garantit d'avoir quelque chose dans votre assiette ? Ce problème, pas moins de 811 millions de personnes y sont confrontées à travers le monde, sans accès à une nourriture saine et à prix abordable. Un phénomène accentué par la pandémie, qui a détruit de nombreux emplois, tout particulièrement dans les centres urbains où les plus démunis n'ont pas accès à une terre à cultiver.

Alors que les autorités faillissent à leur rôle et ne garantissent plus à chacun-e de manger à sa faim, bien souvent, l'adaptation, l'innovation, ou une forme de débrouillardise sont les meilleures armes pour contrer les problèmes liés aux différentes crises alimentaires. Comme ce « paysan urbain » de la banlieue de Nairobi, au Kenya, qui fait pousser ses légumes dans des bouteilles en PET recyclées. Ou encore ces Inuits du Grand Nord canadien, qui organisent des repas solidaires et invitent à leur table celles et ceux qui ne peuvent faire face à la flambée des prix des denrées de première nécessité.

Les obstacles à l'accès à l'alimentation peuvent revêtir plusieurs formes. Tout comme les solutions pour les surmonter. Il se dessine en revanche une constante dans ce dossier préparé en collaboration avec les sections allemande et autrichienne d'Amnesty : la volonté de femmes et d'hommes engagé-e-s pour chercher des solutions innovantes, en dehors des sentiers battus.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

G O O

Avortement décriminalisé

MEXIQUE – La cour suprême mexicaine prend le contre-pied du Texas en déclarant à l'unanimité la criminalisation de l'avortement dans l'État de Coahuila comme étant anticonstitutionnelle. Une décision historique qui fait jurisprudence dans tous les tribunaux du Mexique. En effet, bien que la pénalisation de l'avortement reste en vigueur dans plus de 29 États du pays, tout juge pourra empêcher les poursuites contre les femmes accusées de délit d'avortement volontaire et la procédure pourra être annulée par la justice fédérale en cas de poursuite. Le président de la Cour, Arturo Zaldívar, se félicite de cette avancée pour les droits des femmes : « À partir de maintenant, il ne sera plus possible, sans violer les critères du tribunal et de la Constitution, de poursuivre une femme qui avorte. »



Le mouvement des « foulards verts » a milité partout en Amérique latine en faveur du droit à l'avortement, comme ici à Mexico.

Contraception gratuite

FRANCE – Dès le 1^{er} janvier, les Françaises jusqu'à 25 ans ne devront plus puiser dans le porte-monnaie pour se protéger. La France s'engage à prendre en charge les moyens contraceptifs, mais aussi les coûts qui y sont liés comme la consultation chez le médecin et les éventuels tests biologiques. Une mesure jusqu'alors réservée aux mineures. « J'ai fait le constat, en lien avec les autorités scientifiques, d'un recul de la contraception chez

un certain nombre de jeunes femmes, et le premier motif c'est un renoncement pour raisons financières », a déclaré le Ministre de santé français, Olivier Véran. Les milieux de la santé se félicitent de cette avancée, mais plaident pour une meilleure sensibilisation à la contraception et à la santé sexuelle dans les écoles, y compris pour les hommes. La gratuité a notamment permis une baisse du taux de recours à l'IVG, passant de 9,5 à 6% entre 2012 et 2018.

D N E W S

Foot équitable

IRLANDE – Les joueuses de foot touchent désormais les mêmes primes que leurs homologues masculins. L'équipe nationale irlandaise de football a instauré depuis septembre l'égalité de salaire pour les matchs internationaux. En marge des qualifications pour le mondial du Qatar, l'équipe masculine a baissé son salaire pour permettre d'équilibrer la balance. Une démarche qui n'est pas isolée : des pays comme l'Angleterre, le Brésil, l'Australie, la Norvège et la Nouvelle-Zélande se sont déjà engagés en faveur de la parité salariale dans le monde du foot.

Stop aux thérapies de conversion

FRANCE – Modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre de quelqu'un est désormais passible d'une peine d'emprisonnement. La loi votée en octobre dernier par l'Assemblée nationale française s'attaque aux thérapies de conversion, qui prétendent « guérir » les minorités sexuelles. Dans le but d'altérer l'orientation sexuelle des personnes lesbiennes, gays et bis, certains milieux religieux recourent à l'exorcisme, tandis que des médecins administrent des séances d'électrochocs. Le milieu familial peut, lui aussi, contraindre une personne à l'hétérosexualité, via des mariages forcés ou des viols punitifs. Les responsables de ces pratiques risquent une peine de 30000 euros d'amende et deux ans d'emprisonnement, trois si la victime est mineure. En Suisse, des discussions autour de l'interdiction de ces pratiques sont en cours. Des député-e-s des cantons de Genève, Vaud et Berne

ont déjà déposé des motions ou initiatives pour les interdire au niveau cantonal.

Délit de solidarité rejeté

JUSTICE – La solidarité n'est pas un crime : c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation de Grenoble dans le cadre de l'affaire des « sept de Briançon ». Quatre Français, une Italienne et deux Suisses avaient été condamné-e-s à une peine allant de 6 à 12 mois de prison – dont 4 ferme – pour « aide à l'entrée irrégulière » de migrant-e-s en France. Les activistes étaient accusé-e-s d'avoir facilité l'entrée d'une vingtaine de personnes en France lors d'une manifestation solidaire qui s'était déroulée en 2018, près de la frontière italienne. Après avoir fait appel, les militant-e-s ont obtenu gain de cause. L'un d'eux a toutefois écopé de 4 mois de prison avec sursis, de 300 euros à payer à sept policiers à titre de dommages moraux, ainsi que de 1000 euros pour les frais de justice. La région de Briançon, proche des Alpes italiennes, est une zone de passage connue. Plusieurs bénévoles, dits « maraudeurs », s'y organisent pour chercher et secourir les personnes migrantes.

Oui au mariage arc-en-ciel

SUISSE – Le mariage n'est plus uniquement une union entre un homme et une femme. Avec l'approbation de tous les cantons et 64 % de « oui », la Suisse s'inscrit dans l'histoire en devenant le 29^e État au monde à légaliser le mariage pour toutes et tous. Les partisan-e-s se félicitent de cette avancée, à l'image de Yves de Matteis, premier Suisse à avoir signé un partenariat enregistré : « C'est un moment historique, surtout en Suisse où c'est le peuple qui s'exprime. Symboliquement c'est très important pour les personnes concernées de voir qu'une majorité du peuple suisse s'engage pour leurs droits et pour une égalité de traitement. » Les couples de même sexe peuvent désormais se marier, bénéficier d'une procédure de naturalisation facilitée pour leur partenaire et adopter un enfant. Les couples lesbiens auront accès à la procréation médicalement assistée (PMA). Si la Section suisse d'Amnesty International salue les résultats de la votation, elle estime qu'il reste encore des efforts à fournir dans l'inclusion de la communauté LGBTQIA+. La Suisse doit notamment protéger les personnes transgenres de la discrimination sur leur lieu de travail et les enfants intersexués ne devraient pas être opérés sans y avoir consenti.

© Amnesty International



Une large majorité de la population suisse a accepté en septembre dernier le mariage pour toutes et tous.

REGARD DÉCALÉ SURVEILLANCE TITANESQUE

Un robot qui vous rappelle à l'ordre pour vous être mal garé ou pour avoir fumé dans un lieu non autorisé. Absurde ? Peut-être, mais c'est pourtant bien réel ! Fixés sur quatre roues, deux robots autonomes répondant au nom de *Xavier* ont sillonné les rues de Singapour durant trois semaines pour recadrer les contrevenant-e-s. Grâce à des caméras à 360 degrés, actives de jour comme de nuit, les images recueillies ont directement été envoyées à un poste de police chargé d'analyser les comportements non désirables. Un projet test qui en dit long sur les ambitions des autorités singapouriennes. Avec plus de 90000 caméras et des dispositifs de reconnaissance faciale disposés dans l'espace public, l'île s'adonne à une surveillance massive de sa population. Inquiétant pour nos libertés individuelles... O.P.



HAÏTI – Toujours plus de Haïtien-ne-s tentent de rejoindre les États-Unis en traversant à pied le Rio Grande, situé à la frontière avec le Mexique. L'assassinat du président haïtien, couplé au violent tremblement de terre d'août dernier, a aggravé la crise d'un pays déjà plongé dans la violence et la précarité. Des milliers d'Haïtien-ne-s venu-e-s chercher asile se heurtent à l'administration Biden, qui a fermé les frontières étatsuniennes et procède à des expulsions. Sur cette photo, des migrant-e-s rebrousse chemin vers le Mexique – en file indienne – pour éviter la déportation.

COVID-19 : LA SANTÉ AVANT LE PROFIT !



En marge du G20 qui s'est tenu à Rome, la Section italienne d'Amnesty a dénoncé une politique vaccinale basée sur le profit.

Alors que la pandémie de COVID-19 continue à faire des ravages, des milliards de personnes dans les pays à faible revenu n'ont toujours pas accès à la vaccination. Les États, tout comme les entreprises pharmaceutiques, continuent de manquer à leurs obligations en matière de droits humains.

Le constat d'Amnesty International dans son dernier rapport est alarmant. À défaut de se montrer solidaires pour enrayer la pandémie de COVID-19, quelques pays riches, de concert avec les grands groupes pharmaceutiques producteurs de vaccins, ont fait passer les profits avant les vies humaines.

Les chiffres sont éloquentes : dans les pays à faible revenu, moins de 1 % de la population est entièrement vaccinée, alors que ce chiffre s'élève à 55 % dans les pays riches. Ceux-ci ont accaparé les doses de vaccins en les achetant au prix fort : ils ont acquis 79 % des vaccins, alors que seulement 0,3 % des doses ont été distribuées aux pays à faible revenu.

Grâce à cette acquisition massive, plusieurs pays d'Europe, les États-Unis et quelques autres États riches ont pu sortir de leur confinement et profiter des vacances d'été 2021, tandis que de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont dû faire face à des flambées du virus qui ont mis à mal un système de santé déjà fragile. Pendant que certain-e-s profitaient d'une liberté retrouvée, d'autres enterraient leurs mort-e-s par dizaines de milliers. Les États n'ont pas pris les mesures nécessaires pour que des doses de bonne qualité soient disponibles, accessibles et abordables pour tout le monde sans discrimination, conformément à leurs obligations internationales en matière de droits humains. De même, les six plus grandes entreprises pharmaceutiques productrices de vaccins – BioNTech SE, Moderna Inc., AstraZeneca PLC, Johnson & Johnson, Pfizer Inc. et Novavax Inc. – ont manqué, à des degrés divers, à leurs responsabilités en matière

de droits humains : elles ont intentionnellement bloqué les transferts de technologies en s'opposant à la levée temporaire des droits de propriété intellectuelle, créant ainsi une pénurie dévastatrice dans de nombreux pays du monde. Elles ont clairement fait passer les profits avant les vies humaines : à elles seules, les trois entreprises Pfizer, BioNTech et Moderna s'approprient à engranger près de 130 milliards de dollars d'ici à fin 2022.

Le temps presse ! Pour sortir de la crise et éviter que de nouveaux variants du virus ne se développent dans les pays où le taux de vaccination est très faible, nous devons mettre fin à ces inégalités honteuses. Le 22 septembre, Amnesty International a lancé une action intitulée *Cent jours pour rattraper le retard*. Il s'agit d'atteindre l'objectif fixé en juillet dernier par la Task Force de l'OMS, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale : vacciner 40 % de la population mondiale d'ici fin 2021. Un but réalisable si deux milliards de doses de vaccins sont redistribuées au plus vite aux pays qui en ont le plus besoin. Il est par ailleurs impératif de garantir un partage du savoir-faire et des technologies nécessaires à la fabrication des vaccins. Il faut agir sans tarder : il est encore temps de sauver des millions de vies. |

Danièle Gosteli Hauser,
Responsable Économie et droits humains

BOUTIQUE-AMNESTY

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

OFFRIR POUR UNE BONNE CAUSE

SACOCHE ET TROUSSE DE VOYAGE

En toile de sacs issus des surplus de la Poste.
Fait main en Suisse.

SACOCHE :

Dimensions: 21 x 25 x 6 cm

Ourlet en nylon jaune:
Art. 2200.095 / Fr. 105.–



Ourlet en cuir brun:
Art. 2200.094 / Fr. 105.–

TROUSSE DE VOYAGE:

Grande (22 x 15 x 8 cm)
Art. 2200.084.G / Fr. 55.–

Petite (19 x 12 x 6 cm):
Art. 2200.084.K / Fr. 47.–



CALENDRIER PHOTO 2022 «BISHNOÏ»

Un mois par page
(30 x 30 cm),
photos en couleur.
Français et anglais.

Art. 2430.114 / Fr. 20.–



STYLO-BILLE CARAN D'ACHE



Le classique du design suisse aux couleurs d'Amnesty International. Confortable d'utilisation, indémodable, solide et rechargeable. Fabrication suisse. Solo, jaune, logo noir sur le côté gauche, encre bleue.

Art. 2420.023 / Fr. 25.–

AGENDA CIVIL DE POCHE 2022

Format (9 x 18 cm), une semaine par double-page, reliure plastique souple, cahiers cousus. Français.

Art. 2430.116 / Fr. 15.–



En étui avec un porte-mines (0,7 mm), laqué noir mat, logo en blanc sur le côté gauche, encre bleue.

Art. 2420.020 / Fr. 40.–



TASSES À ESPRESSO

Faïence émaillée blanche, avec bord et logo Amnesty noirs. Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl. Carton de 3 pièces.

Art. 2300.046 / Fr. 30.–



PARAPLUIE

Tige acier avec double automatisme, diamètre ouvert: 97 cm.
Provenance: Chine.

Art. 2300.032 / Fr. 25.–



**D'AUTRES ARTICLES ATTRACTIFS PEUVENT ÊTRE
COMMANDÉS SUR LA BOUTIQUE EN LIGNE
SHOP.AMNESTY.CH**

BOUGIES DE COULEUR

Ces bougies sont aussi disponibles en set de 12 sur demande.



aubergine/framboise/crème paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–

bleu glacier/vert pomme/bleu-gris paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.042 / Fr. 24.–

brun fauve/vert mousse/été indien paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.051 / Fr. 24.–



BOUGIES DE L'AVENT

En set de 4, plus grandes (14 x 6 cm), rouge.

Art. 2700.040 / Fr. 36.–



BOUGIES EN PURE CIRE D'ABEILLE

Set de deux bougies.

Art. 2700.022 / Fr. 28.–



Les membres de la Section suisse d'Amnesty International bénéficient de 10% de rabais sur les publications et les articles de la boutique, à l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne, ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch

JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. N°	Prix

Nom : _____ Rue : _____

Lieu : _____ E-mail : _____

Tél. : _____ Signature : _____

Numéro de membre / client (si connu) : _____

Bon appétit !

Qui dit fêtes de fin d'année dit plaisir de se retrouver pour manger, boire et célébrer ensemble l'année écoulée. Tantôt lien entre les cultures, tantôt source d'exploitation et d'inégalités, l'alimentation a plusieurs facettes. Les rédactions du magazine « AMNESTY » d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse ont dressé la table pour vous permettre d'en savoir plus. Article illustré par Merle Schewe

FALAFELS Une intégration réussie

Falafels, houmous et pita sont passés de nourriture exotique à plats du quotidien. Comme auparavant les pizzerias et les échoppes de sushi, les restaurants servant des mets du Moyen-Orient trouvent aujourd'hui leur place dans toutes les villes. Un bon exemple de l'influence des migrations sur nos habitudes alimentaires et de la capacité d'intégration des personnes venues d'ailleurs. *Pages 20-21*

MARÉE Des emplois peu appétissants

Si le poisson ravit notre palais, les conditions de travail dans les pêcheries et les usines de transformation retournent l'estomac. À en croire l'organisation « Global Fishing Watch », elles seraient abusives sur plus d'un quart des bateaux de pêche qui naviguent sur les mers du globe. Selon le syndicat ITF, les horaires de travail dépassent parfois vingt heures par jour, les salaires sont extrêmement bas et les cabines surpeuplées. Pour maintenir la pression sur les employés, il n'est pas rare que leur passeport soit confisqué. Des conditions de travail proches de l'esclavage sont attestées.

CAFÉ Un commerce équitable

Pour beaucoup d'entre nous, le café est indispensable au réveil matinal. Des importations directes, des prix équitables et des coopérations lui permettent de conserver son bon goût, de même que des chaînes d'approvisionnement alternatives qui luttent contre l'exploitation de la main-d'œuvre et la monoculture. *Pages 22-23*



NOIX DE CAJOU Des oléagineux toxiques

Sous nos latitudes, les noix de cajou constituent un en-cas apprécié et sain. En Inde, elles rendent malades des milliers d'ouvrières. Ces fruits secs contiennent en effet une huile toxique irritante pour la peau et les yeux. Ces femmes sont nombreuses à avoir les mains noircies par l'acide, crevassées jusqu'au sang. Pour les protéger, il leur suffirait d'enfiler des gants, mais ceux-ci coûtent cher et obligent à travailler plus lentement. Les femmes ne peuvent pas se le permettre, car elles sont payées à la pièce. Elles gagnent quatre à six euros par jour pour un travail qui leur cause des douleurs parfois intenses.

AVOCAT Un superaliment dangereux

Star des brunchs et superaliment par excellence, l'avocat a aussi sa face sombre. Au Mexique, le premier exportateur mondial d'avocats, l'« or vert » est au cœur d'un conflit entre les cartels et les paysan-e-s. Les premiers volent et menacent les seconds, qui ripostent en se constituant en milices locales pour défendre leur gagne-pain. La culture de l'avocat a en outre des conséquences écologiques désastreuses. Pour répondre à l'explosion de la demande dans les pays riches, les pays producteurs détruisent les forêts à tout-va et instaurent des monocultures. Dans certaines régions du Chili, ce fruit très gourmand en eau a conduit à des pénuries d'eau potable pour la population (voir notre article du magazine 106).

TOMATE Fruit de l'exploitation

La tomate est l'une des denrées agricoles les plus populaires. Partout dans le monde, des ouvriers et des ouvrières sont exploité-e-s pour la récolter. Une forme moderne d'esclavage se répand au sud de l'Espagne et de l'Italie, où des intermédiaires recrutent une main-d'œuvre bon marché – souvent des migrant-e-s sans permis de séjour en provenance d'Afrique ou d'Europe du Sud-Est. Ces intermédiaires les forcent à leur reverser une partie de leur maigre salaire – autour de 30 euros la journée selon les syndicats – pour payer la mise en contact avec l'employeur, le transport jusqu'aux champs et même l'eau potable. Toute réclamation entraîne le licenciement. Les ouvrières et ouvriers agricoles vivent dans des abris de fortune, exposé-e-s aux mauvais traitements et à l'arbitraire. En Espagne, des femmes ont raconté avoir subi des agressions sexuelles pendant qu'elles travaillaient dans les champs.



ORANGES Amères récoltes

Au Brésil, les cueilleuses et cueilleurs d'oranges triment fréquemment sous une chaleur accablante, reçoivent à peine le salaire minimum ou travaillent au noir et leurs logements sont bien souvent insalubres. L'organisation « Public Eye » a constaté que toutes les entreprises de production de jus d'orange violent le droit à une rémunération équitable et à des conditions de travail décentes. Durant la pandémie, le prix du jus d'orange

a augmenté sur les marchés mondiaux, mais pas les salaires des cueilleuses et cueilleurs, qui ont été forcés de continuer à travailler pendant cette période.

PAK CHOI Du fond de l'arrière-cour

Petites surfaces plutôt que grandes cultures. En plein cœur de Nairobi, Joshua Kiamba fait pousser des légumes pour lui et pour les autres. Il participe ainsi à la lutte contre la faim, qui a augmenté avec la pandémie de coronavirus. Page 18

CACAO Un arrière-goût désagréable

Déforestation, pesticides, conditions abusives et travail des enfants, ces maux sont depuis longtemps reprochés aux grandes entreprises chocolatières. En 2001, celles-ci se sont engagées à faire reculer de manière significative le travail des enfants. Or, un rapport de l'Université de Chicago montre qu'en 2020, 1,5 million d'enfants travaillent toujours à la culture du cacao, parfois dans des conditions dangereuses, notamment au Ghana et en Côte d'Ivoire, qui produisent près de 60% du cacao mondial. La Suisse n'abrite pas seulement le siège de nombreux fabricants de chocolat : environ 30% des fèves de cacao négociées au niveau mondial le sont par des entreprises suisses.

EAU Pénurie partout

L'ONU s'est fixé pour objectif l'accès de tous les êtres humains à l'eau propre et aux installations sanitaires d'ici à 2030. Pourtant, à ce jour, deux milliards de personnes manquent toujours d'eau potable ; elles sont 3,6 milliards, presque la moitié de la population mondiale, à devoir se passer d'installations sanitaires sûres. La situation a empiré ces dernières années : des

sources se sont asséchées ou ont été polluées, favorisant les infections et la propagation des maladies.



SOJA Des fèves catastrophiques

Le soja est l'un des principaux produits d'exportation de plusieurs pays d'Amérique du Sud. Cette denrée est hautement problématique, tant sur le plan écologique qu'en matière de droits humains, car elle est issue de monocultures sur d'immenses surfaces obtenues par déboisement de la forêt tropicale. Les grands groupes agro-industriels chassent les peuples indigènes et les communautés locales des terres où ils ont toujours vécu. Les entreprises exploitent le fait que ceux-ci ne possèdent le plus souvent aucun titre de propriété formel. L'apport massif de pesticides, parfois toxiques et de ce fait interdits dans l'UE, nuit à la santé des ouvriers et ouvrières ainsi qu'à celle des populations vivant à proximité. Ces poisons s'accumulent dans les sols et les eaux où ils forment des dépôts permanents.

FRAISES Des salaires de misère pour les migrant-e-s

Les fraises sont désormais présentes presque toute l'année dans les rayons de nos supermarchés. Pour cela, des milliers de migrant-e-s sont exploité-e-s dans les champs du sud de l'Espagne. En 2020, après avoir visité un hébergement pour travailleurs et travailleuses dans la ville de Huelva, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains, Philip Alston, a déclaré que les conditions qui y régnaient étaient les pires qu'il n'ait jamais vues. Des gens vivaient sans toilettes, sans électricité et sans eau courante dans une ville de tentes construite à la va-vite rappelant un camp de réfugié-e-s. Comme beaucoup de ces personnes ne savent ni lire ni écrire et ne parlent pas espagnol, elles sont dépendantes de celles et ceux qui les exploitent et n'ont pratiquement aucun moyen de défendre leurs droits.

WHISKY Une alternative au saké

Le saké, c'est du passé. Parce que dix ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima, les entreprises de la région continuent à traîner une mauvaise réputation. Le brasseur Tetsuzo Yamaguchi s'est donc reconverti dans le whisky. *Pages 15-17*





L'alimentation, un droit humain

Le droit à l'alimentation est un droit humain – et pourtant, des millions de personnes doivent lutter pour manger à leur faim. Que garantit exactement ce droit? Par Malavika Vartak

Le frigo est plein, les premiers biscuits de Noël cuisent dans le four. En Suisse, pour la plupart des gens, il est parfaitement normal d'avoir constamment accès à de la nourriture en suffisance. Dans le même temps, plus de 811 millions de personnes vivant sur cette terre souffrent encore et toujours de la faim. La situation menace de s'aggraver avec le changement climatique, qui impactera fortement la production de denrées alimentaires. Le Programme alimentaire mondial des Nations unies prévoit que d'ici 2050, la part de l'humanité frappée par la faim ou la malnutrition aura augmenté de 20 %.

Le droit à l'alimentation fait pourtant partie des droits humains fondamentaux. L'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaît à toute personne le droit fondamental d'être à l'abri de la faim. Mais selon l'interprétation du Comité de l'ONU pour les droits économiques, sociaux et culturels, il ne s'agit pas seulement de ne pas souffrir de la faim. Le droit à l'alimentation inclut l'accès à une nourriture saine à un prix abordable et culturellement acceptable, sans qu'il soit pour cela nécessaire de renoncer à d'autres biens tels que les soins de santé et l'éducation.

Les États ne peuvent entraver l'accès aux denrées alimentaires et doivent garantir que nul ne tente de le faire. Si des personnes ne sont pas en situation de s'approvisionner elles-mêmes – par exemple, en cas de catastrophe naturelle ou de crise – l'État doit leur fournir une aide.

Le droit à l'alimentation est bafoué chaque fois que l'on barre l'accès direct des populations à la nourriture, par exemple en empêchant l'aide humanitaire de parvenir à destination lors de conflits, mais également lorsque la nourriture est refusée ou rationnée en raison de la couleur de la peau, de l'appartenance ethnique, religieuse, du genre ou d'autres caractéristiques. L'insécurité alimentaire affecte

ainsi majoritairement les femmes, car elles subissent des discriminations relatives, notamment, à l'accès à la terre et aux crédits ; les femmes occupent également plus souvent des emplois mal payés et sont exposées à des écarts salariaux liés au genre.

Là où la protection sociale est insuffisante, le prix des aliments les rend souvent inaccessibles pour les personnes vivant dans la pauvreté. Les États sont tenus de tout mettre en œuvre pour garantir le droit à l'alimentation ; ils doivent faire de la lutte contre les causes de l'insécurité alimentaire une priorité absolue dans leurs politiques. |

Pourquoi toujours plus de personnes souffrent-elles de la faim, alors que l'humanité n'a jamais produit autant de nourriture ?

C'est la question abordée en septembre dernier au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS). Mais avant même son lancement, il était déjà sous le feu des critiques. En cause, son organisation par le Forum économique mondial (WEF), mais aussi le choix d'exclure des discussions les personnes souffrant de la faim et de la pauvreté. Un contexte biaisé donc, qui explique pourquoi de nombreuses ONG ont préféré se désister.

Pour rappel, tous les pays sont censés identifier les faiblesses de leurs systèmes alimentaires et élaborer des plans d'action nationaux. À la charge des ONG, des multinationales et des autres acteurs non étatiques de montrer sur ces bases comment ils entendent contribuer à l'amélioration du système alimentaire mondial. Cette démarche n'est toutefois pas contraignante.

Quel bilan tirer du sommet ? L'organisation « Welthungerhilfe » est mitigée. Si elle salue l'implication de nombreux acteurs, elle a critiqué l'absence de vision d'ensemble : « Il est important et nécessaire d'élaborer des solutions adaptées aux différents contextes. Mais mettre l'accent uniquement sur les États ne prend pas en compte les connexions mondiales. » Les relations de pouvoir dans le système commercial et financier mondial ont elles aussi été ignorées.

Made in Fukushima

Il y a dix ans, un grave accident mettait à l'arrêt la centrale nucléaire de Fukushima, au nord du Japon. Des interrogations subsistent sur la sécurité de la zone, et en particulier des aliments qui y sont produits. Certain·e·s mettent en doute les chiffres officiels, d'autres veulent à tout prix encourager un redémarrage de l'agriculture. Reportage sur les lieux. Texte et photos par Felix Lill



La ville côtière de **Futaba** est aujourd'hui une ville fantôme. La population a dû être évacuée après la catastrophe nucléaire.

Lors de la traversée du bourg côtier de Futaba, dans la préfecture de Fukushima, Tatsuhiro Yamane s'efforce de paraître optimiste. La situation ne l'y invite pourtant guère. À droite de la route, sa petite voiture passe devant une ancienne boucherie, dont pas un·e seul·e client·e n'a dû franchir le seuil depuis une décennie. Le toit s'est effondré, des chiens errants divaguent au milieu des ruines. On aperçoit, juste derrière, les restes d'un bâtiment en briques qui fut autrefois une épicerie. Fenêtres crevées, comptoir déserté. La Shotengai, une ancienne rue commerçante, est à l'abandon.

La catastrophe nucléaire de Fukushima a fait de Futaba, au nord de Tokyo, une ville fantôme. «Le jour de la catastrophe, les gens ont eu deux heures pour rassembler leurs affaires et partir d'ici», raconte cet homme de 36 ans. Les six mille habitant·e·s ont dû être évacué·e·s, et aucun·e n'est revenu·e sur les lieux depuis.

Yamane, qui siège au conseil de la ville, espère qu'une partie de ces gens pourront revenir l'an prochain. Il se veut confiant,

même si dix pour cent seulement de la population de Futaba prépare effectivement son retour. Les jeunes familles, en particulier, ont pris racine ailleurs ou jugent trop dangereux de réintégrer leur ancien domicile. Elles craignent les radiations. Un compteur Geiger installé à demeure à la gare de Futaba affiche une exposition à la radioactivité de 0,25 microsievert par heure, la valeur limite étant fixée à 0,23. Dans la salle polyvalente, à plus d'un kilomètre de la rue commerçante, les dernières mesures indiquaient 2,88 microsieverts.

«Nous allons bientôt recommencer à cultiver du riz», relève Tatsuhiro Yamane, qui roule entre-temps en direction de l'intérieur des terres. Le véhicule longe des champs partiellement en friche. Des récoltes-tests s'effectuent en ce moment. Les résultats des analyses de radioactivité pourraient tomber l'an prochain. «Ces champs sont une ressource vitale pour de nombreuses personnes», souligne Yamane. Un redémarrage de l'agriculture ferait du bien à l'économie locale – et à la réputation de toute la région.

Des valeurs limites douteuses | Il y a dix ans, la préfecture de Fukushima est devenue tristement célèbre lorsque la terre a commencé à violemment trembler, le 11 mars 2011. Le séisme a atteint une magnitude de 9,0. Il a déclenché une vague de vingt mètres de haut qui a balayé la côte et avalé des villages entiers. Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans abri, plus de vingt mille ont perdu la vie. Comme si cela ne suffisait pas, le tsunami a frappé de plein fouet la centrale atomique de Fukushima Daiichi, située directement au bord de la mer. Les cœurs de trois des six réacteurs sont entrés en fusion, émettant des particules radioactives. Toute la population a dû être évacuée dans un rayon de trente kilomètres autour de la centrale. Au Japon, des lieux comme Futaba sont désormais désignés comme des « villes fantômes ». L'infrastructure y subsiste, mais la vie a disparu.

Reviendra-t-elle ? Et ce retour se justifie-t-il ? À cinquante-cinq kilomètres au sud de Futaba, dans la ville d'Iwaki – 335 000 habitant-e-s – Mayumi se pose tous les jours la question. « Je trouve bien que les paysan-ne-s veuillent à nouveau cultiver les champs à Futaba. Mais je reste sceptique », dit-elle. Mère d'un enfant de dix ans, Mayumi Iida travaille pour la clinique privée Tarachine, fondée dans les mois qui ont suivi la catastrophe nucléaire.

Plusieurs femmes d'Iwaki, inquiètes pour leurs enfants, ont récolté des dons pour acquérir des instruments de mesure et engager du personnel médical. Aujourd'hui, les locaux de la clinique indépendante Tarachine abritent des machines qui indiquent le rayonnement bêta et gamma au dixième près. Elles permettent de tenir le gouvernement à l'œil. « En général, les résultats concordent », dit Mayumi Iida. « Mais nos appareils sont plus précis. » La clinique Tarachine met en doute les valeurs limites officielles, notamment celles qui fixent le seuil de toxicité des aliments.

Selon le gouvernement japonais, en dessous de 100 becquerels, les aliments sont comestibles. « Mais ces chiffres se rapportent à des individus mâles et pubères », dit Iida. « Tout le monde n'est pas pareil. Les enfants, notamment, sont plus vulnérables. » La tolérance varierait en outre selon les personnes, ce que confirment les expert-e-s. Pour Alex Rosen, directeur de l'alliance antinucléaire IPPNW, qui étudie depuis des années la radioactivité à Fukushima, chaque corps y réagit différemment. Une valeur limite universelle est nécessairement imprécise.

À Tarachine, les habitant-e-s de Fukushima peuvent faire tester leurs aliments. Le personnel de la clinique récolte lui-même les denrées qui faisaient traditionnellement partie du patrimoine culinaire de la région depuis des décennies : produits de l'agriculture comme la pêche (fruit) et le riz,

À la **Clinique Tarachine**, les aliments sont testés pour s'assurer que leur exposition aux radiations soit sans danger.

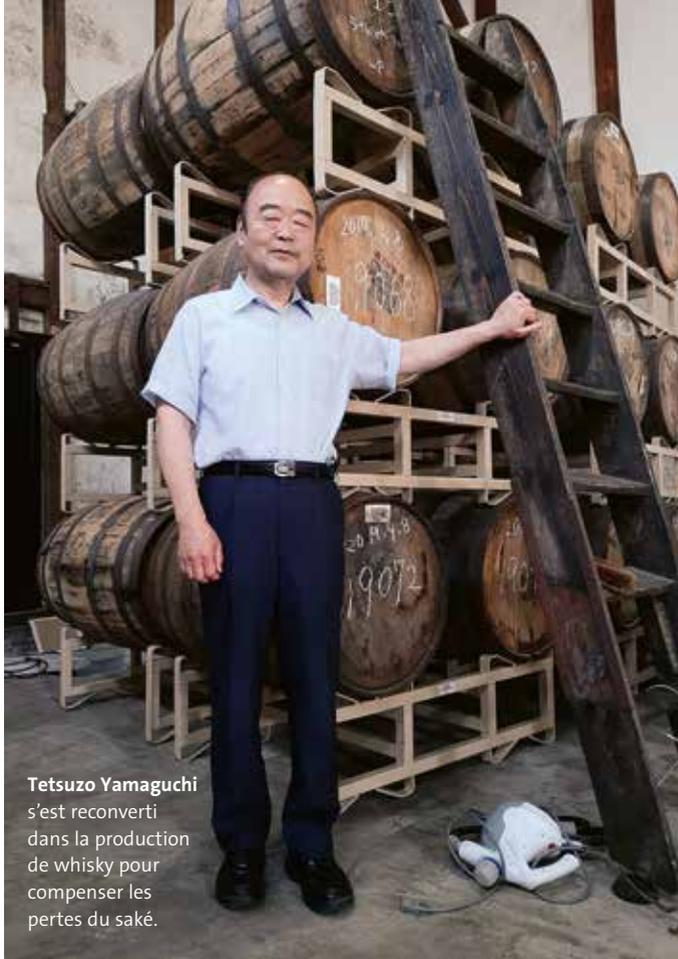


La Chine, la Corée du Sud et Taiwan, trois gros n'importent plus d'aliments en provenance de

champignons récoltés en forêt, poissons de mer et d'eau douce. « Dès que nos instruments mesurent une valeur supérieure à zéro, ne serait-ce que de deux décimales, nous déclarons les aliments impropres à la consommation », explique Mayumi Iida. Cela arrive régulièrement.

Laissé-e-s pour compte | À Fukushima, de nombreuses personnes ont le sentiment qu'on les laisse tomber et que leurs droits humains sont bafoués. L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme postule que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ».

Le gouvernement japonais met certes en avant les contrôles que doivent subir tous les produits alimentaires mis sur le marché. Mais pour Mayumi Iida, cela ne règle pas le problème. « Dans les coopératives agricoles ou les pêcheries, les denrées récoltées ou pêchées ne sont de loin pas toutes commercialisées. On les donne à des ami-e-s ou on les consomme soi-même. » La pêche pose un problème particulier, car la technologie actuelle ne permet pas de filtrer toutes les substances absorbées par les poissons dans l'eau.



Tetsuzo Yamaguchi s'est reconverti dans la production de whisky pour compenser les pertes du saké.

partenaires commerciaux du Japon, Fukushima. Ce nom reste synonyme de danger.

Il y a plus: le gouvernement a annoncé en début d'année que l'eau utilisée pour refroidir les réacteurs brûlants allait être rejetée dans l'océan, car le volume de stockage est presque entièrement utilisé sur l'aire de la centrale. Cette déclaration a suscité un tollé au Japon et à l'international. Le gouvernement a assuré que l'eau avait été adéquatement purifiée, mais les associations de pêche n'en ont pas moins protesté. Fin août, le gouvernement a proposé de racheter leurs invendus au moyen d'un fonds financé par l'argent du contribuable. La réputation du poisson issu de la région ne va pas s'améliorer pour autant. La Chine, la Corée du Sud et Taiwan, gros partenaires commerciaux du Japon, n'importent plus d'aliments en provenance de Fukushima. Ce nom reste synonyme de danger.

Faire preuve de créativité | C'est ce que constate Tetsuzo Yamaguchi, un brasseur de saké de 68 ans habitant à Koriyama, une ville de 330 000 habitant-e-s. Originaire de l'intérieur des terres, à 70 kilomètres des ruines de la centrale, il n'a pas dû être évacué. Sasanokawa, l'entreprise familiale de Yamaguchi depuis dix générations, souffre pourtant des conséquences de l'accident. «Autrefois, nos principaux marchés d'exportation étaient la Chine et la Corée du Sud», se souvient-il en arpentant les vastes terrains de l'exploitation.

«Vous voyez ici la halle de fabrication du nihonshu, l'alcool de riz souvent appelé saké à l'étranger. Commercialement parlant, cette production est aujourd'hui insignifiante.» Car les voisins extrême-orientaux, de toute façon pas en très bons termes diplomatiques avec le Japon, n'achètent plus aucune denrée alimentaire étiquetée Fukushima. Les ventes de spiritueux traditionnels japonais atteignent à peine un tiers du niveau d'avant la crise. «Notre eau est pure, notre riz est sain», assure Yamaguchi. «L'accident nucléaire n'a eu aucun impact sur ce lieu.» L'exposition aux radiations mesurée dans la région, de 0,09 microsievert, est effectivement inférieure à celle qu'on enregistre à Singapour ou Séoul.

Durant la catastrophe, Tetsuzo Yamaguchi a fait partie des personnes qui sont venues en aide aux populations évacuées. Un abri temporaire a été mis en place dans le voisinage. Les équipes de Sasanokawa ont brassé pendant des semaines du punch chaud pour l'offrir gratuitement aux réfugié-e-s. Pourtant, à l'étranger, personne n'a retenu que des zones sûres subsistaient à Fukushima. «Pendant des générations, nous avons fait d'excellentes affaires avec le nihonshu. Mais j'ai fini par abandonner», reconnaît Yamaguchi.

Il peut se permettre de renoncer à la fabrication du saké. Son exploitation comporte suffisamment de halles pour produire d'autres spiritueux, autour desquels elle a recentré ses activités. «Il y a quelques années, un client m'a conseillé d'essayer le whisky», raconte Yamaguchi, dont l'entreprise avait tenté de distiller l'alcool européen durant l'après-guerre. Il a hésité, puis s'est lancé, «avec des alambics conservés de cette période».

Yamaguchi a importé des whiskies écossais, qu'il a assemblés et élevés dans ses propres tonneaux. Au bout de quelques années, le premier blend de Fukushima était né. Depuis, l'entreprise achète ses propres céréales et distille elle-même. Un single malt a été commercialisé au début de l'année sous la marque «Asaka The First Peated». «Il s'est écoulé en quelques semaines», se réjouit Yamaguchi.

Sasanokawa exporte désormais du whisky dans quarante pays, en particulier aux États-Unis et en Europe. Tetsuzo Yamaguchi se conçoit également comme un ambassadeur de sa région d'origine. La gamme de produits la plus vendue de son entreprise est le blended whisky «963», nommé d'après le code postal de sa ville de Koriyama. «Nous devons améliorer la réputation de Fukushima. Nos moyens d'existence et nos droits de vendre nos produits en dépendent.» |

Félix Lill est journaliste et auteur. Il écrit principalement sur le Japon et l'Asie du Sud-Est.

Joshua Kiamba a trouvé une solution d'agriculture innovante pour lutter contre la faim.



Autosubsistance dans les bidonvilles

Les mesures liées à la pandémie de COVID-19 ont contribué à affamer encore un peu plus les populations pauvres du Kenya. Or des solutions existent : grâce aux légumes cultivés dans les bidonvilles de Nairobi, on pourrait éviter la catastrophe. Texte et photo par Bettina Rühl

Joshua Kiamba sort précautionneusement un jeune plant d'épinards de son pot et le transfère dans une demi-bouteille en PET remplie de gravier. Il la dépose ensuite dans un bac de culture d'un type particulier : les plantes n'y poussent pas dans la terre, mais y baignent dans l'eau, à l'intérieur de bouteilles en PET. Ce type de culture se nomme «hydroponie». Une solution nutritive contenant des minéraux apporte aux végétaux tout ce dont ils ont besoin. «C'est une méthode pratique, vu le peu de place que nous avons ici», explique Joshua Kiamba, qui se décrit comme un paysan passionné d'agriculture biologique.

Un paysan qui, contre toute attente, ne vit pas à la campagne, mais à Korogocho, un des bidonvilles de Nairobi, la capitale du Kenya. Au milieu de ce dédale d'étroites ruelles bordées de cabanes aux toits de tôle ondulée, son petit terrain est une véritable oasis : ici, le moindre centimètre disponible est exploité pour la culture de légumes. Deux bacs d'hydroponie occupent une moitié du jardin et dans l'autre, Joshua Kiamba a installé des sacs remplis de terre, où prospèrent épinards, pak choi, sukuma wiki et d'autres variétés locales de légumes-feuilles. Détail astucieux : les plantes utilisent non seulement la surface horizontale, mais poussent également à travers les trous percés sur les côtés des sacs ; elles peuvent ainsi croître les unes au-dessus des autres. Ce système permet de récolter une quantité de légumes impressionnante pour un si petit terrain. Joshua Kiamba est un champion de la gestion de l'espace : il utilise le moindre recoin à sa disposition, accroche des bouteilles en PET à la clôture en tôle ondulée qui ceint la parcelle, aux montants du toit en plastique.

Ce qu'il récolte, il le consomme en famille et vend le surplus au marché. Il a aussi planté un peu de maïs au bord du fleuve Nairobi qui traverse Korogocho, et de ce fait, n'a plus besoin d'acheter de nourriture. «Je suis un paysan, comme

mes parents, mais eux vivaient à la campagne», se plaît-il à rappeler. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, il mesure la chance qu'il a d'exercer ce métier qu'il adore : «ma famille et moi avons toujours eu suffisamment à manger. En matière d'alimentation, nous sommes autosuffisants.»

La créativité, arme de lutte contre la faim | Ce n'est pas le cas de beaucoup de Kenyan-e-s, qui souffrent des conséquences économiques de la pandémie. Leur droit humain à l'alimentation demeure souvent purement théorique. C'est particulièrement vrai pour les habitant-e-s des quartiers pauvres comme Korogocho. Selon une étude du Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC), près de la moitié des enfants de moins de cinq ans qui vivent dans ces quartiers sont trop petits pour leur âge. En cause, la sous-nutrition durant les phases décisives de la croissance, comme l'explique Elizabeth Kimani-Murage, chercheuse à l'APHRC. «Les résultats de nos études montrent que 80% des ménages interrogés ne disposent pas d'un accès garanti à une nourriture appropriée.» La moitié d'entre eux connaissent de graves difficultés et la faim fait partie du quotidien. Leur situation a encore empiré sous l'effet de la crise du coronavirus, révèle une enquête menée par l'APHRC sur un échantillon de familles dans les bidonvilles.

La culture de denrées alimentaires sur de minuscules surfaces au cœur des villes semble une voie très prometteuse pour réaliser le droit humain à l'alimentation. Des initiatives comme «Voices 4 Change» ou l'APHRC souhaitent donc encourager et faire connaître des méthodes de culture créatives adaptées au milieu urbain. À Korogocho, Joshua Kiamba s'apprête à en devenir l'un des principaux ambassadeurs. |

Bettina Rühl est une correspondante indépendante à Nairobi.



Comment le colonialisme a affamé l'Arctique

Denrées alimentaires hors de prix, périmées, introuvables : dans le Grand Nord canadien, la situation alimentaire est tendue et les ménages autochtones ne mangent pas toujours à leur faim. Elle pourrait cependant s'améliorer : une nouvelle stratégie qui exige des changements drastiques. Par Natalie Wenger

Dans les provinces du nord du Canada, la nourriture coûte cher. Très cher. Les habitant·e·s de ces zones boréales publient régulièrement sur les réseaux sociaux des photos qui témoignent de ces prix stratosphériques : un paquet de biscuits à la vanille : 18,29 dollars. Un pot de nourriture pour bébé : 26,99 dollars. Neuf muffins aux myrtilles : 68,99 dollars.

Les prix sont souvent deux ou trois fois plus élevés dans l'Inuit Nunangat, la patrie des Inuit·e·s, que dans le sud du Canada. Pour la plupart des quelque 65 000 personnes qui peuplent ce territoire, le budget nourriture – près de 500 dollars par semaine – absorbe une part conséquente du revenu. Certain·e·s peuvent à peine se permettre d'acheter à manger : selon un rapport de l'organisation inuit Tapiriit Kanatami (ITK), 76 % des Inuit·e·s de plus de quinze ans vivent en situation d'insécurité alimentaire, six fois plus que la moyenne des Canadien·ne·s.

Ces communautés vivent dans des régions très isolées. Deux communes seulement sont accessibles toute l'année par la route, les autres dépendent du fret aérien et maritime. L'unique embarcadère adapté aux grands bateaux se trouve à plusieurs centaines de kilomètres. Les livraisons en gros de denrées non périssables et de carburant s'effectuent deux à trois fois par année tout au plus. Les aliments frais sont acheminés par avion jusqu'aux minuscules aéroports et à leurs pistes en gravier datant de la Seconde Guerre mondiale.

Sous la domination des entreprises | La crise a des racines historiques : au début du XX^e siècle, les communautés inuites ont été forcées de migrer tout au nord du Canada, de s'établir dans des villes et d'envoyer leurs enfants dans des pensionnats. Le gouvernement colonial a empêché les Inuit·e·s de récolter, pêcher et chasser pour leur propre

subsistance. Les entreprises alimentaires et les sociétés de navigation qui se sont implantées dans la région exerçaient un contrôle exclusif sur la quantité et le type de nourriture que les autochtones pouvaient acheter. Ces entreprises ont conservé jusqu'à nos jours la mainmise sur l'approvisionnement alimentaire du Grand Nord. Elles coordonnent la plupart des vols et transports par bateau, et elles sont chargées des livraisons de « Nutrition North », un programme national de subventions alimentaires.

Il y a cinq ans, une série de mesures à court terme ont été mises en œuvre, telles que banques alimentaires, soupes populaires et distribution de petits-déjeuners dans les écoles, censées résoudre le problème de la faim dans l'Arctique. Une démarche insuffisante critiquée par l'ITK, qui a publié à mi-juillet 2021 une stratégie alimentaire globale visant de profonds changements. L'ITK appelle le gouvernement à investir davantage dans les compagnies d'aviation locales, dans la production d'aliments sur place et dans la construction d'entrepôts permettant de stocker les denrées dans les règles de l'art. Le rapport propose en outre d'instaurer un revenu garanti pour les Inuit·e·s à faible revenu et demande que les habitant·e·s du territoire soient associé·e·s aux décisions régissant les investissements dans le programme alimentaire régional. Ces revendications ont porté leurs fruits : le gouvernement a constitué un nouveau groupe de travail et a promis 163 millions de dollars pour développer et optimiser la sécurité alimentaire.

Jusqu'à ce que les programmes aient déployé leurs effets, les Inuit·e·s ont leur propre stratégie pour que personne n'ait faim : le partage. Celles et ceux qui le peuvent convient leurs voisin·e·s et connaissances à s'asseoir à leur table, ou postent une invitation sur les réseaux sociaux afin d'offrir un repas chaud à un·e inconnu·e dans le besoin. |

Quand la fourchette rassemble

Synonyme de plaisir, la nourriture peut aussi revêtir une fonction d'intégration sociale. Mais pas toujours sans difficultés. Exemples de deux projets implantés à Genève: un traiteur tenu par des réfugiées syriennes et un restaurant géré par des personnes sourdes et malentendantes. Par Olalla Piñeiro Trigo

Un plateau débordant de brochettes de poulet marinées, un bol de houmous crémeux et une montagne de *batata harra* parsemée de coriandre. En cuisine, Jessy et Lilas s'attellent à préparer les commandes du lendemain. « Pistache et Rose », un nom évocateur pour ce traiteur syrien situé à Genève, et tenu par des femmes réfugiées. « J'ai lancé ce traiteur par amour de la cuisine, mais aussi dans le but d'employer des femmes exilées de mon pays afin qu'elles puissent s'intégrer sur le marché de l'emploi », raconte Jessy Bali, la cheffe. Originaire d'Alep, cette architecte de métier vit à Genève avec son mari et ses trois enfants depuis maintenant sept ans.

« La nourriture rappelle la stabilité, c'est une façon d'avoir un repère et de marquer son identité. »

À côté de son service traiteur, elle travaille à temps partiel dans un bureau d'architectes. Décrocher ce poste s'est révélé être un parcours du combattant de près de cinq ans. Détentrice d'un permis F, Jessy a cumulé les stages, a fait jouer son réseau, et a même suivi un master en conservation du patrimoine à l'Université de Genève pour consolider ses chances. « Trouver un emploi était extrêmement difficile. La réglementation dans le secteur du bâtiment change selon les pays. Je postulais sans cesse, mais je ne recevais pas de réponses, ou alors des refus. Et dire que je parlais déjà français, avec une formation universitaire. Imaginez la situation d'autres femmes qui n'ont pas ce bagage. »

C'est alors qu'une amie lui parle d'« Alter Start », une structure qui accompagne les personnes migrantes dans leurs projets professionnels en Suisse romande. Comme Jessy, elles sont près de 40 % du programme à s'être tournées vers la restauration. Pour Jacques Barou, sociologue de la migration et directeur de recherche émérite au CNRS, l'attrait pour ce secteur s'explique par le fait que la cuisine constitue un premier « moyen de subsistance », mais aussi

parce qu'elle permet d'atténuer « le choc de l'exil ». « Les sensations gustatives sont liées à l'affectif. La nourriture nous rattache à notre famille, à nos souvenirs. On arrive dans un pays inconnu, on a l'impression de ne plus être maître de son destin. La nourriture rappelle la stabilité, c'est une façon d'avoir un repère et de marquer son identité. » En plus de recevoir une formation en management et gestion de cuisine, les bénéficiaires du programme cuisinent chaque mercredi avec un chef professionnel, et proposent à la clientèle des menus qui reflètent leur culture.

Cela fait aujourd'hui deux ans que « Pistache et rose » a ouvert ses portes. Avec un oncle et un grand-père à la tête de leur propre restaurant, une grand-mère cordon-bleu et une mère qui passait ses samedis derrière les fourneaux, Jessy Bali a toujours baigné dans la cuisine. C'était pourtant son « plan Z ». « Avant, je ne me serais jamais imaginée dans ce milieu. Mais ce traiteur a beaucoup de sens pour moi. C'est un moyen de transmission et il représente aussi un espace *safe* pour des femmes migrantes qui se retrouvent isolées de leurs familles. » À « Pistache et rose », chrétiennes et musulmanes se côtoient, les différents milieux sociaux aussi. « La Syrie est très divisée aujourd'hui, mais la nourriture nous réunit et nous reconnecte à nos origines. Là-bas, nous ne nous serions probablement jamais fréquentées, car certaines d'entre nous viennent de la ville, d'autres de villages ruraux. »

Jessy y propose une cuisine « familiale », typique d'Alep. « En Suisse, j'ai constaté que les menus des restaurants libanais ou syriens se ressemblaient. Il n'y a par exemple qu'un seul type de *Kebbeh*. À Alep, on en fait plus de 50 sortes ! Notre traiteur en propose plus de dix. » Au menu, vous trouverez les classiques houmous et *labneh* bien sûr, mais aussi des *kabab bil karaz*, des boulettes de bœuf à la cerise noire, des galettes à la menthe, du *frikeh*, un blé vert qui a été torréfié, et du *maldoum*, des brochettes d'aubergine et de viande hachée. « La cuisine est un patrimoine immatériel que l'on porte avec nous et qui nous permet de préserver la mémoire de notre pays. C'est aussi un moyen de partager et de faire découvrir notre culture aux Suisses. » En effet, aujourd'hui les *woks* sont partie intégrante de notre panoplie, le boulgour

est servi dans les cantines et les tacos constituent un classique repas sur le pouce. La migration a permis une évolution des habitudes de consommation, selon Jacques Barou. « Dans les années 50 à Paris, les restaurants étrangers étaient une expérience un peu exotique et folklorique, ils restaient peu fréquentés par les Occidentaux. Ils tiennent de nos jours une place centrale dans nos sociétés. Mais d'un autre côté, la nourriture peut aussi provoquer le rejet, comme le montrent les attaques contre les kebabs en France, ou les attitudes xénophobes vis-à-vis de l'odeur que dégagerait la cuisine de certaines populations. »

Manger pour (se) connecter | La nourriture sert aussi de tremplin pour l'intégration d'autres communautés. Commander son plat du jour sans parler ? C'est le concept de « Vroom », un restaurant géré par des personnes sourdes et malentendantes, qui ouvrira ses portes en début d'année 2022 dans le centre de Genève. Une première en Suisse. « Ce restaurant sera la preuve vivante que personnes sourdes et entendant peuvent travailler main dans la main. L'intégration est essentielle, il ne faut pas créer deux mondes séparés », explique Mehari Afewerki, instigateur du projet, lui-même sourd. « Cela permettra aussi de déconstruire les stéréotypes sur le handicap, qui sont encore nombreux », ajoute Elodie Ernst, responsable communication du projet.

Le lieu se veut ainsi inclusif et adapté aux besoins de la communauté sourde. Priorité : la visibilité. La cuisine sera donc ouverte sur la salle, les tables seront rondes et la salle lumineuse, grâce aux baies vitrées et aux tons clairs du mobilier. La clientèle pourra passer commande via une tablette, tandis qu'un dispositif lumineux permettra de faire appel au service. Chaque table disposera d'un manuel qui indiquera les bases pour communiquer au restaurant en langue des signes. « Les entendants partent du principe qu'il y a un mur au niveau de la communication, mais il n'y a pas que la parole. On peut lire sur les lèvres, il y a des gestes, l'écriture aussi. Mais si chacun connaissait quelques bases en langue des signes, ce serait nettement plus simple », affirme Mehari. Actuellement employé dans un restaurant érythréen, il est convaincu que la mixité est la clé de l'intégration : « Il m'a fallu un temps d'adaptation, c'est sûr. Je faisais des erreurs, j'apportais du coca au lieu de vin. Mais peu à peu, le contact s'est amélioré. Les clients ont compris qu'ils devaient me regarder pour communiquer, je leur ai enseigné quelques bases en langue des signes. Je peux tout faire, sauf téléphoner ! »

Par ailleurs, « Vroom » ne se limitera pas à la cuisine. Son ambition est de créer un espace de rencontre pour les personnes sourdes, mais aussi de sensibiliser la population au handicap. Le lieu accueillera à l'occasion des ateliers de



Des soirées « langue des signes » ont été organisées pour la campagne de soutien du restaurant **Vroom**.

langue des signes et des soirées silence pour que le public « entre dans cet univers ». Car les stéréotypes ont la dent dure et se répercutent sur le marché du travail. En Europe, plus de 50 % de la population sourde est sans emploi d'après la Commission européenne. En Suisse, elle est en moyenne quatre fois plus touchée par le chômage. Si Mehari et Elodie sont tous deux actifs, le premier dit avoir eu « la chance » de tomber sur un employeur ouvert, tandis que la seconde a décroché son premier CDI après cinq ans de recherches. « La formation est aussi inadaptée. Pour le passage de mes examens en vue d'obtenir le brevet de cuisine, on m'a refusé un interprète alors que j'y ai le droit selon la loi. J'ai dû me battre pour obtenir gain de cause », martèle Mehari. Une discrimination qui s'est aggravée avec la crise sanitaire. « Les masques nous empêchent de bien saisir les expressions faciales et de lire sur les lèvres, se désolent Elodie. La majorité des personnes refusaient de baisser les masques. » Les deux collègues espèrent que leur restaurant permettra de sensibiliser les Genevois·es à leurs besoins et incitera les responsables d'entreprises à engager des équipes plus inclusives.

Si la cuisine reste un milieu précaire où abus et travail au noir sévissent, elle revêt aussi une fonction sociale évidente. « C'est autour d'un repas que s'établissent des rapports conviviaux, de confiance, appuie le sociologue Jacques Barou. La nourriture peut susciter l'empathie et l'ouverture à l'autre. » |



Jessy Bali et son équipe sont en pleins préparatifs d'une lunch box.

Les buissons de Robusta constituent le gagne-pain d'Augusto Salazar.

Les pionniers de l'or vert

Le café est l'une des principales denrées commerciales sur le marché mondial. Or, ses grains sont souvent produits au mépris des droits humains et exportés en dessous de leur valeur. Mais les choses pourraient changer: des petits torréfacteurs engagés misent sur des importations directes, des prix équitables et des coopérations. Texte et photos par Knut Henkel

Augusto Salazar est de nature réservée. Durant la visite du jardin forestier, il se tient un peu en retrait, car ce terrain-ci appartient à sa collègue, Flor Shiguango. L'homme de 53 ans examine çà et là les feuilles des superbes caféiers robusta de près de trois mètres de haut, qui prospèrent entre les bananiers et les arbres fruitiers, à l'ombre des géants de la forêt tropicale. Salazar est un pionnier de la culture du café dans la région d'Archidona, petit bourg situé au cœur de l'Amazonie équatorienne. De temps en temps, il hoche la tête, satisfait. Le *chakra* de Flor Shiguango, qui s'étend autour de nous sur deux à trois hectares, semble lui plaire.

Pour le peuple indigène des Kichwas, les *chakras* sont des jardins cultivés en bordure de la forêt pluviale; ils fournissent presque tout ce dont les familles ont besoin. Quelque 6500 personnes font partie de la communauté kichwa locale, qui dispose de ses propres structures administratives. Depuis 2019, elle est dirigée par une femme. Une première.

Cette communauté comprend aussi la coopérative de café Waylla Kuri, que préside Augusto Salazar. Waylla Kuri, un nom signifiant «or vert», ne désigne pas seulement les grosses cerises vertes, et pour certaines déjà rouges, dont sont chargées les branches des caféiers, mais tous les produits du jardin forestier. Un *chakra* typique accueille soixante à cent vingt espèces de végétaux différents. «Les plantes se protègent mutuellement», explique Salazar. Grâce à cette diversité, le jardin est moins sujet aux attaques parasitaires.

Les fèves du robusta, variété sensiblement plus résistante que l'arabica, plus connu et plus cher, sont arrivées il y a seulement une vingtaine d'années en Amazonie équatorienne. Augusto Salazar fut parmi les premiers à planter les arbustes. Le succès de l'entreprise lui a donné raison et a fait école. «Nous n'avions aucune expérience, mais nous avons rapidement réussi à produire un café de bonne qualité», se rappelle Salazar. La denrée est entretemps devenue la principale source de revenus

de la communauté. Les membres de la coopérative exploitent chacun-e sa propre parcelle, mais organisent ensemble la distribution des fèves. Salazar produit environ 200 kg de café robusta par année, Flor Shiguango à peu près autant.

Problèmes avec le label de qualité | Le projet a retenu l'attention d'Andreas Felsen. Le torréfacteur voyage pour le compte du collectif de café Quijote Kaffee («le café de Don Quichotte») basé à Hambourg. Il est venu pour la première fois ici en 2010. Il cherchait des fèves de robusta pour son espresso et a trouvé dans la coopérative Waylla Kuri un partenaire avec lequel il a souhaité engager une collaboration pérenne. Le partenariat avec Quijote Kaffee est en place depuis 2013. Les volumes achetés n'ont cessé d'augmenter depuis.

Felsen ne jure que par un séchage lent et homogène des fèves. C'est une promesse de qualité. Il n'attache guère d'importance au fait que la production des coopératrices et coopérateurs de Waylla Kuri n'est pas certifiée biologique. «Nous voyons bien que les méthodes de travail sont durables. Elles sont même exemplaires», loue Felsen.

Son collègue viennois, Michael Prem, en est également convaincu. Lui et Felsen se tiennent à côté du torréfacteur, où ils cherchent avec les *aumata*, nom local des technicien·ne·s du café, comment obtenir le meilleur des fèves. «Waylla Kuri est la coopérative de café la plus écologique que je connaisse», affirme Prem. Il se désolé pourtant de devoir commercialiser les grains de café comme un produit conventionnel, et non sous l'étiquette bio. Le problème: la certification coûte cher, trop cher pour les coopérateurs et coopératrices. L'absence de certificat est un obstacle à la vente. Un nouveau label est en cours de discussion et de négociation avec des expert·e·s de la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ, société allemande pour la coopération internationale); un label qui tient compte des critères de durabilité des cultures en bordure de la forêt tropicale.

La voie du commerce transparent | Les *aumata* observent attentivement Felsen et Prem actionner le torréfacteur. Les spécialistes traitent d'égal à égal avec les producteurs et productrices, et paient la livre de fèves aromatiques près d'un dollar de plus que le prix sur le marché mondial. Mais en retour, les torréfacteurs européens exigent une qualité plus élevée.

Cette amélioration de la qualité est obtenue par des investissements communs. «Nous avançons les fonds en payant 60% du volume commandé avant la livraison», dit Felsen. Quijote Kaffee a financé les tentes dans lesquelles les grains sont soumis à une dessiccation lente et homogène pour atteindre un taux d'humidité optimal. S'améliorer ensemble, voici la devise du collectif, dont tous les contrats d'achat sont consultables en ligne. En 2019, il a participé à l'initiative sur la transparence



À Waylla Kuri, on exige une qualité de torréfaction élevée.

«The Pledge» qui regroupe 67 torréfacteurs de renommée internationale sur trois continents. Ceux-ci se sont donné pour but une gestion commerciale plus transparente. Ils communiquent le prix d'achat, l'origine des grains, la qualité du café et les quantités achetées, des informations qui dans la branche relèvent habituellement du secret des affaires.

Mais les prix fixes et la transparence des données commerciales ne suffisent pas, reconnaît Philipp Schallberger, de l'organisation bâloise Schweizer Kaffeemacher*innen, elle aussi affiliée à l'initiative. «Les coûts de production et de transport diffèrent d'un pays à l'autre. Il est de ce fait extrêmement difficile de connaître le contexte dont sont extraits ces chiffres.» Schallberger s'informe donc directement auprès des producteurs et productrices du prix à payer pour les fèves aromatiques. Car le café est souvent vendu en dessous de sa valeur réelle. Les prix ont parfois chuté tellement bas ces dernières années, en raison de la spéculation et de la surproduction, qu'ils ne couvrent plus les coûts de production. Celle-ci rapporte peu. La plupart du temps, l'affaire n'est juteuse que pour les pays qui importent et torréfient le café.

Il en va autrement pour le collectif de café de Hambourg: fait très rare dans la branche, 29 à 34% du prix de vente retourne là où est cultivé le café. Pour les membres de la coopérative Waylla Kuri, cela se traduit par une amélioration de la qualité de vie et de l'éducation; désormais, ils osent davantage s'engager pour défendre leurs droits. Augusto Salazar est persuadé qu'en l'absence de partenariats internationaux, beaucoup de cultivateurs et cultivatrices auraient abandonné leurs chakras. «Sans des partenaires comme Quijote Kaffee, nous n'aurions pas pu maintenir nos modes de production traditionnels.» |

Knut Henkel est un journaliste indépendant, spécialiste de l'Amérique centrale et du Sud.

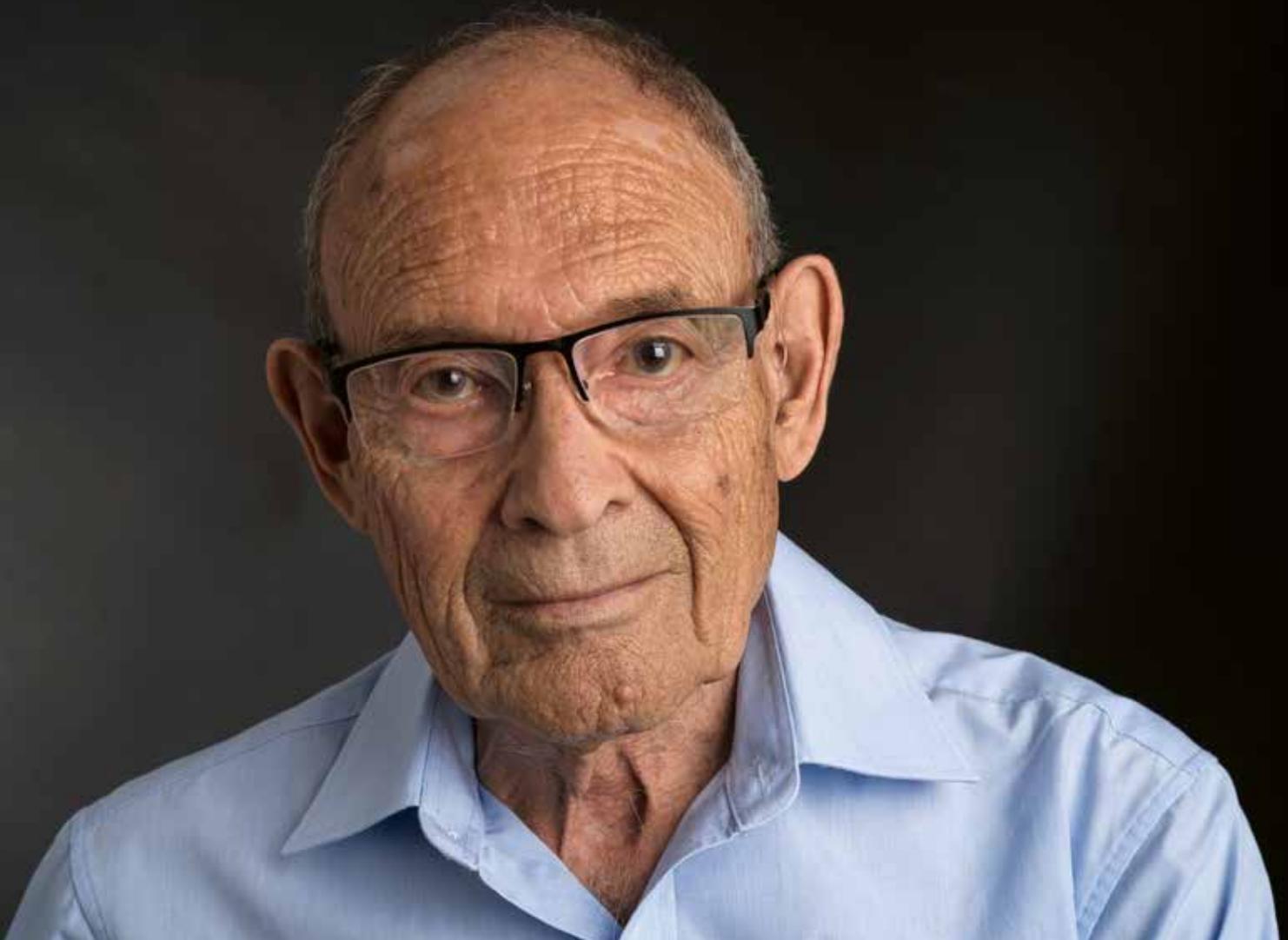
Le devoir de mémoire

Ladislaus Löb était l'un des derniers rescapés de l'Holocauste en Suisse. Malgré de douloureux souvenirs, il s'était engagé à témoigner pour que l'on n'oublie jamais la Shoah. Décédé il y a quelques semaines, il nous avait raconté peu de temps auparavant le destin des « Juifs de Kasztner ». Par Manuela Reimann Graf

« Lorsque nous avons franchi la frontière suisse et enfin retrouvé notre liberté le 7 décembre 1944, nous n'arrivions pas à le croire: nous étions affamés, sales et fatigués d'un long périple constamment interrompu par les alertes aériennes. Nous étions remplis d'espoir, après avoir survécu aux horreurs du camp

de concentration. » C'est ce que Ladislaus Löb nous racontait en septembre dernier, lors d'un échange dans son appartement situé au cœur de la ville de Zurich. « Ce que nous avons vécu était tellement barbare qu'il m'arrivait moi-même d'avoir du mal à y croire quand j'en parlais à des jeunes, lors de mes interventions dans les

écoles. » En hiver 1944, alors qu'il était enfant, il a été libéré du camp de concentration de Bergen-Belsen, où 50 000 personnes ont trouvé la mort. Peu de temps après notre rencontre, Ladislaus Löb, ce retraité à la forte personnalité, à l'esprit agile et doté d'une grande ouverture au monde, s'en est allé, à l'âge de 88 ans.



Après la guerre, beaucoup de survivant-e-s de la Shoah n'ont plus jamais parlé des épreuves traversées. Cette période de l'histoire européenne est devenue un sujet tabou, le traumatisme était trop grand, et trop douloureux le souvenir de celles et ceux qui n'avaient pas survécu. Pendant plusieurs années, Ladislaus Löb ne se préoccupe plus de ce chapitre de sa propre histoire. «Je voulais simplement vivre, et ne plus penser à ça. Pourtant, avec le temps, j'ai commencé à sentir un profond devoir de mémoire: je devais écrire comment les choses s'étaient vraiment passées», dit-il. Soixante ans après avoir été sauvé du camp, Löb a écrit un livre, dans lequel il se penche sur ce qu'il a vécu. «Je voulais rappeler le souvenir de celles et ceux qui ne sont pas revenus, et le souvenir de mon père. C'est à son courage, sa bravoure, son humour que je dois d'avoir échappé à la mort. J'aurais aimé lui témoigner davantage de reconnaissance et de respect de son vivant.» Il y aborde aussi le destin méconnu des Juifs et Juives de Hongrie. Et surtout, celui du juriste et journaliste sioniste Rezső Kasztner, qui en a sauvé plusieurs centaines.

« Les Juifs d'échange » | Ladislaus Löb naît en 1933 en Transylvanie, une région de Roumanie qui a été par la suite rattachée à la Hongrie. Sa mère meurt quand il a neuf ans. Petit garçon déjà, il subit l'antisémitisme, la discrimination et la stigmatisation à l'école. Lorsque l'armée de Hitler occupe le pays, le père et le fils sont forcés d'habiter le ghetto de Koloswar, où règne une misère noire. Pressentant que le pire était à venir, ils se réfugient à Budapest. Peu après leur départ, les familles restées dans le ghetto sont déportées et assassinées à Auschwitz. «En fuyant juste à temps, mon père m'a sauvé la vie.»

À force d'insister, le père parvient à rejoindre le groupe de Kasztner avec son fils. Avec lui, 1700 Juifs et Juives hongrois-e-s parviennent à échapper à la déportation vers Auschwitz. Grâce à l'intercession d'un comité d'aide aux Juifs présidé par Rezső Kasztner, ce groupe ne rejoindra pas les 400 000 autres déporté-e-s à Auschwitz, mais sera conduit dans des wagons à bestiaux au camp de Bergen-Belsen. Ladislaus Löb est alors âgé

En hiver 1944, alors qu'il était enfant, il a été libéré du camp de concentration de Bergen-Belsen, où 50 000 personnes ont trouvé la mort.



de onze ans. Bergen-Belsen n'était pas un camp d'extermination comme Auschwitz ou Treblinka, mais un camp d'internement qui hébergeait des «prisonniers et prisonnières d'échange», retenu-e-s en otages pour être échangé-e-s contre des devises, des marchandises ou des prisonniers et prisonnières allemand-e-s.

Bien que la vie y soit très difficile, entre espoir et accablement, les captifs et captives du «camp des Hongrois» connaissent un sort relativement clément, souligne Löb à plusieurs reprises. «Dans les autres parties du camp, des milliers de personnes étaient détenues dans des conditions bien plus épouvantables.» La plupart d'entre elles meurent de maladies, de sous-alimentation ou sous les coups des gardes. Rares sont celles qui retrouvent la liberté à la suite d'un échange. Et pour beaucoup, Bergen-Belsen n'aura été que l'antichambre de la mort qui les attendait dans un camp d'extermination. «Nous vivions nous aussi avec la peur constante d'être déportés à Auschwitz pour y être gazés», témoigne Löb.

Un sauveur controversé | Dans son livre *Geschäfte mit dem Teufel* [«Un marché avec le Diable», non traduit], Löb décrit méticuleusement les âpres négociations entreprises par Rezső Kasztner avec l'*Obersturmbannführer* SS Adolf Eichmann, l'architecte de la «solution finale», la complexité des démarches pour obtenir les fonds nécessaires, la douloureuse question du choix des personnes dont la liberté allait être rachetée. Les côtés moins reluisants de l'histoire sont aussi abordés, par exemple la préférence de Kasztner pour les prisonniers et prisonnières membres de sa propre famille. «Mon livre décrit les faits tels qu'ils se sont produits», souligne Löb, «et ceci de la façon la plus objective possible.» C'est pourquoi Kasztner n'y apparaît pas comme un personnage doté uniquement de nobles intentions: Löb décrit sa personnalité ambivalente, arrogante et ambitieuse. Après la guerre, en Israël, Kasztner a d'ailleurs été accusé d'avoir collaboré avec les nazis et a été assassiné par un Juif extrémiste.

Le rôle de Kasztner reste controversé. Mais pour Löb, cet homme sera toujours celui qui lui a sauvé la vie. Grâce à lui, la liberté du groupe de Juifs et Juives hongrois·e·s de Bergen-Belsen a pu être rachetée fin 1944. À ce moment, Löb et son père sont envoyés en Suisse, où le jeune homme fréquente le gymnase avant de faire des études de germanistique. Il devient plus tard professeur de littérature allemande à l'Université du Sussex à Brighton, en Angleterre. En 2017, sa femme et lui reviennent s'établir en Suisse.

Langue contre préjugés | Pourquoi avoir choisi d'étudier précisément la langue et la littérature allemande, celle des nazis, des commandants du camp ? Pour Ladislaus Löb, il est important de ne pas condamner l'ensemble des Allemand·e·s, de ne pas rejeter en bloc la culture allemande et ce qu'elle a apporté à l'humanité. Mais il le reconnaît sans détour : « le fait que je sois finalement devenu professeur de germanistique avait aussi des raisons pratiques. J'ai très bien appris l'allemand en Suisse. Ma carrière professionnelle en Angleterre était donc toute tracée. »

Il pourrait aussi invoquer d'autres raisons, plus prestigieuses, pour expliquer pourquoi il en est venu à enseigner l'allemand dans ce pays. « Mais je tiens à dire la vérité. L'honnêteté et l'exactitude sont capitales, en particulier lorsque je raconte ma jeunesse au public. Ce n'est qu'ainsi que je reste crédible. » L'atrocité du mensonge, le nazisme l'a prouvé : « C'est à cause de mensonges, qui ont nourri des préjugés, que finalement six millions de Juifs ont été assassinés. »

Löb s'était engagé pour que cela n'arrive plus jamais. Il pensait pouvoir le faire encore longtemps. Malheureusement, il n'aura pas eu le temps de témoigner davantage. |



Père et fils ont surmonté cette épreuve ensemble.

La Fondation Gamaraal et « The Last Swiss Holocaust Survivors »

La Suisse ne compte plus que quelques survivant·e·s de la Shoah. Pour que cette page de l'histoire ne soit pas oubliée, dans notre pays aussi, des témoins s'engagent. Lectures, conférences, visites dans les écoles, ce devoir de mémoire a récemment pris la forme d'une exposition, « The Last Swiss Holocaust Survivors ». À travers des portraits et des récits de rescapé·e·s, elle propose une lecture de l'histoire de l'Holocauste sous une forme individualisée. Les personnes dépeintes sont originaires de différents pays d'Europe et vivent aujourd'hui en Suisse.

L'exposition a déjà été montrée dans plusieurs villes et pays, où elle a rencontré un grand succès. Elle a été montée par la Fondation Gamaraal, créée en 2014 par Anita Winter, qui soutient les survivant·e·s de la Shoah et organise des rencontres avec des témoins. Fille d'un rescapé, Anita Winter lutte depuis des années contre l'oubli et aide les survivant·e·s. Le 17 février 2021, elle a été distinguée par la Croix fédérale du Mérite de la République fédérale d'Allemagne.

En 2020, la fondation a mis en place une permanence téléphonique COVID-19 pour pouvoir aider rapidement certain·e·s rescapé·e·s, notamment parce que la situation d'urgence réveillait en eux de terribles souvenirs. Ces personnes pouvaient appeler la permanence et recevoir une aide bénévole.

www.gamaraal.org | www.last-swiss-holocaust-survivors.ch

Une peine collective

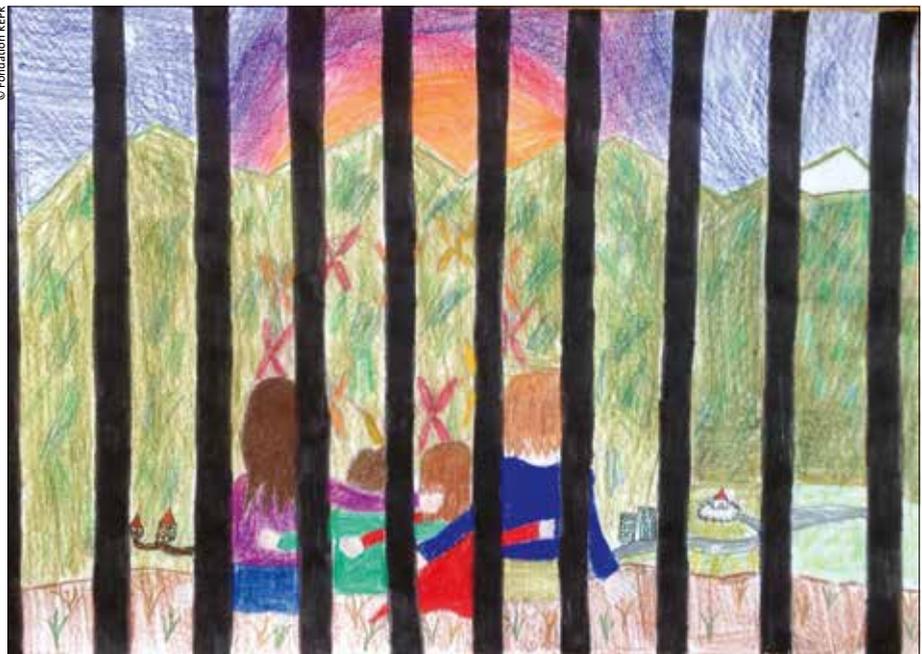
Grand·e-s oublié·e-s du système judiciaire, les proches des personnes détenues sont aussi impacté·e-s par la prison. Interview avec Sophie de Saussure, assistante en droit pénal à l'Université de Genève et autrice de « Condamner une personne, punir ses proches ? ». Propos recueillis par Olalla Piñeiro Trigo

▷ **AMNESTY :** Comment l'incarcération d'une personne influe-t-elle sur ses proches ?

◁ **Sophie de Saussure :** Les proches peuvent être impactés de différentes manières par l'incarcération, que ce soit au niveau psychologique, social, mais aussi économique. Lorsqu'une personne est détenue, une source de revenus disparaît. Ce n'est pas uniquement l'absence d'un salaire qu'il faut supporter, ce sont des coûts additionnels qui s'ajoutent au budget familial, comme les frais de justice, les éventuels dommages à réparer, les dépenses liées aux déplacements vers les prisons souvent éloignées du centre-ville. Il s'agit aussi de trouver une solution de garde des enfants, s'arranger avec le travail afin de prendre congé pour les visites. Tout cela participe à la précarisation des proches et peut parfois conduire à l'aide sociale. Par ailleurs, les travaux de chercheuses comme Caroline Touraut et Gwenola Ricordeau ont montré que les réseaux de solidarité qui s'organisent autour d'une personne incarcérée sont majoritairement féminins. Les femmes supportent une grosse charge en se rendant plus souvent en prison, en apportant le linge et en s'occupant des enfants. S'ajoutent la stigmatisation sociale et la honte ressentie par le cercle familial, parfois considéré comme coupable par association.

▷ **Et les enfants ? En quoi la séparation d'un parent peut-elle les affecter ?**

◁ Il est important d'éviter de tomber dans la pathologisation et la victimisation excessive des enfants ; ils peuvent eux aussi faire



Le concours de dessin organisé par « Relais enfants parents romands » (REPR) témoigne de l'éloignement ressenti par **les enfants de personnes détenues**.

preuve de résilience et de courage. Mais entretenir des liens avec un parent en prison, c'est faire face à beaucoup d'obstacles. Les enfants sont totalement dépendants des horaires restrictifs et des conditions de visite des établissements carcéraux, mais aussi des modalités de garde et du bon vouloir des parents. En réalité, chaque enfant va réagir différemment, selon le contexte familial. La détention d'un parent peut par exemple créer beaucoup de peur et d'angoisse chez certains enfants, qui

s'interrogent sur les conditions de détention. D'autres ignorent totalement la situation ; on leur cache la vérité, en préférant leur dire que leur papa ou leur maman est en voyage ou à l'hôpital. Ces mensonges répétitifs peuvent provoquer une grosse frustration lorsque la vérité éclate.

▷ **En Suisse, quelles dispositions juridiques protègent les droits des proches ?**

◁ Quand une personne est incarcérée, la loi stipule qu'elle a le droit de maintenir

ses contacts avec le monde extérieur, mais aucun droit équivalent n'existe pour les proches. Au niveau international, les *Règles Mandela* de l'ONU prévoient au contraire que les visites doivent aussi se faire dans l'intérêt de la famille. Elles ne sont en effet pas toujours bénéfiques ni même souhaitées par les proches des personnes incarcérées. Quant aux enfants, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a reproché à notre pays en 2015 l'absence de données sur le nombre d'enfants touchés par l'incarcération d'un parent.

Ces données sont pourtant essentielles pour élaborer une politique publique efficace. En résumé, leur situation reste floue en Suisse.

Ce silence sur le sort des proches se répercute aussi sur la législation suisse, bien qu'il existe quelques dispositions qui les prennent indirectement en compte. Lors d'une fixation de peine pécuniaire, par exemple, le Code pénal prévoit de prendre en compte les obligations familiales dans le calcul du montant des jours-amende, cela afin d'éviter que la peine empêche de subvenir aux besoins de la famille. Autre exemple: durant l'exécution d'une peine privative de liberté, le Code pénal permet une cohabitation des mères et des enfants jusqu'à l'âge de trois ans. Mais en pratique, les conditions sont strictes et les cellules insuffisantes: il y en a seulement six du côté alémanique, et deux en Suisse romande. Et ces aménagements n'existent pas pour les pères détenus, qui représentent pourtant plus de la moitié de la population carcérale masculine. Ce sont surtout les ONG et le secteur privé, comme la fondation REPR (Relais enfants parents romands) en Suisse romande, qui prennent en charge les difficultés des proches, en proposant de l'information, l'organisation de visites et un accompagnement psychologique des familles.

▷ Comment expliquer ce manque de considération vis-à-vis des proches ?

◁ L'une des raisons principales est certainement liée à notre tradition juridique occidentale en matière pénale, qui s'appuie sur la responsabilité individuelle et se focalise sur la personne jugée fautive. On parle alors de « peine individuelle »,

« Privilégier une approche moins punitive et plus axée sur une justice réparatrice permettrait de résoudre une partie des problèmes. »

mais l'incarcération revêt clairement une forme collective, compte tenu des effets engendrés sur les proches. La prison demeure encore souvent la peine perçue comme étant la plus « valable », alors qu'elle est la plus dommageable et contribue à créer de nouveaux problèmes sociaux. Privilégier une approche moins punitive et plus axée sur une justice réparatrice permettrait de résoudre une partie des problèmes. Au lieu de dépenser des centaines de francs chaque jour pour une cellule, on pourrait investir dans des programmes d'aide sociale et d'accès au logement. Cela permettrait de mieux prendre en compte le vécu des proches, de réduire la surpopulation carcérale, mais aussi d'intervenir de façon constructive sans couper les personnes détenues du monde extérieur.

▷ De quels exemples la Suisse pourrait-elle s'inspirer pour mieux prendre en compte les droits des proches ?

◁ Pour les enfants, la Recommandation 2018(5) du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative aux enfants de détenus propose nombre d'idées intéressantes pour mieux considérer leur existence tout au long de la procédure pénale. Autre exemple, au Royaume-Uni les tribunaux doivent obligatoirement avoir en main les éléments liés

à la situation des enfants mineurs au moment où ils fixent une peine, comme la situation socio-économique et relationnelle. En Suisse aussi le tribunal peut y avoir accès, mais cela reste aléatoire et dépend des informations reçues de l'avocat et de la personne jugée. Autre exemple parlant, celui de l'Italie. En 2016, le gouvernement a signé une charte avec une ONG pour améliorer les droits des enfants de détenus. Elle prévoit notamment d'améliorer leur accueil en prison et de privilégier les mesures non

privatives de liberté pour le maintien des relations familiales. Au Brésil, une disposition va dans ce sens, en privilégiant l'assignation à résidence au lieu de l'incarcération préventive pour les mères qui ont des enfants de moins de 12 ans. Mais il faut aussi souligner les améliorations en Suisse. Le canton de Vaud, par exemple, a adopté un règlement spécifique afin d'encadrer les visites représentant un risque particulier pour les enfants, comme ceux qui aurait été témoins ou victimes de violences intrafamiliales. |



Sophie de Saussure dénonce le manque de prise en compte des proches des personnes détenues.

L'intersectionnalité dans l'objectif

Militante antiraciste, féministe et queer, la photographe lausannoise Eve Marie Perrin ne peut pas envisager un engagement sur un seul front. Par Olalla Piñeiro Trigo



© Céline Egger

« Je partage des images positives de personnes queers et noires, qui sont quasi inexistantes dans la communauté LGBTQIA+. »

Un homme noir maquillé d'un trait jaune ambre, une foule arborant un panneau *Black Lives Matter*, des visages, parfois blessés, d'activistes en colère. Les portraits d'Eve Marie Perrin, ou simplement «Eve», magnifient les corps noirs et queers¹. «Les personnes noires sont dépossédées de leur image. Les médias les représentent souvent dans un contexte de violence ou de précarité, en témoignent les

images d'Haïtiens sous les décombres ou de groupes d'hommes racisés contrôlés par la police», affirme cette photographe autodidacte. Son appareil, elle le voit comme une arme pour visibiliser la population noire dans toute sa diversité. «Je partage des images positives de personnes queers et noires, qui sont quasi inexistantes dans la communauté LGBTQIA+. Les préjugés et les tabous sont encore nombreux au sein de la population afro-descendante, qui estime souvent que l'homosexualité est une affaire de Blancs. Rappelons que ce rejet est en partie dû à l'import de la religion chrétienne durant la colonisation», appuie la Lausannoise, 26 ans, crâne rasé et longs ongles vernis. Si elle revendique un engagement intersectionnel, c'est l'antiracisme qui a ouvert la brèche.

Eve a dix ans lorsque sa famille s'installe en Suisse, à Yverdon, après une enfance à Haïti. Très vite, la fillette est confrontée au racisme. «Des gens s'étonnaient que je parle aussi bien français ou affirmaient que les Noirs avaient une odeur spéciale. Il y a aussi eu des attaques plus frontales, comme cet homme qui m'a craché dessus en me traitant de sale Noire.» L'université, où elle suit un

bachelor en médecine, n'est pas épargnée par les actes racistes. La Vaudoise se souvient de sa colère lorsque des étudiants ont débarqué dans l'auditoire déguisés en Africains, le visage grimé en noir.

La jeune femme a besoin d'extérioriser sa révolte. Aux côtés d'une dizaine de camarades, elle aide à la création de l'association des étudiant-e-s afro-descendant-e-s de l'Université de Lausanne, avec laquelle elle organise conférences et débats. Elle finit par se distancier de ce milieu académique, qu'elle juge trop élitiste. «Je voulais aller sur le terrain pour me connecter aux gens et partager leurs émotions.» L'élément déclencheur: les mobilisations antiracistes. «La période qui a suivi la mort de George Floyd a été extrêmement difficile. J'avais besoin d'agir.» Eve investit alors dans son premier appareil photo, un *Canon EOS RP*, et commence à immortaliser des personnes racisées. Un projet qui part d'une expérience collective, mais valorise les vécus individuels. Résultat: 3000 clichés en un été, exposés dans les rues de Lausanne.

Depuis, plus question de s'arrêter. Véritable pile électrique, Eve accumule les pratiques artistiques pour mettre en lumière la culture LGBTQIA+: elle organise des soirées *voguing*, *ballroom* et des shows *drag-queens* avec le collectif «4311» qu'elle a co-fondé, photographie des personnalités inspirantes du milieu queer et prépare un documentaire intimiste pour le début de l'année 2022. Et lorsqu'elle n'est pas derrière l'objectif, vous pourrez peut-être la trouver derrière les platines d'un club. À mixer du son afro. |

¹ Terme utilisé pour désigner l'ensemble des minorités sexuelles et de genre.



Le duo qui prêche la paix

Le documentaire « Siriri » (*Paix*, en langue sango) du Lausannois Manuel von Stürler suit durant trois ans un imam* et un cardinal qui traversent une Centrafrique en crise, pour encourager le dialogue interreligieux. Rencontre. *Propos recueillis par Olalla Piñeiro Trigo*

▷ AMNESTY: Pourquoi avoir tourné *Siriri* ?

◁ **Manuel von Stürler** : J'avais envie de prendre le contre-pied de la montée de la xénophobie et des extrêmes en Europe. Lorsque j'ai appris l'alliance d'un imam et d'un cardinal en faveur de la paix en Centrafrique, j'ai voulu raconter leur histoire. Je ne suis pas expert, je ne fais que recueillir les témoignages de femmes et d'hommes touchés par le conflit. Ma caméra reflète la réalité d'un pays où les violations des droits humains sont concentrées : violences, abus sexuels, précarité, déplacements internes. *Siriri* vise à encourager la communauté internationale à s'interroger sur ses pratiques et sa responsabilité dans ce conflit. Il faut se questionner sur les ravages que provoquent la production de nos outils technologiques et l'extraction des diamants.

▷ **Des mosquées et des églises ont été brûlées, des villages rasés. Comment établir un dialogue interreligieux alors que vous représentez des communautés « rivales » ?**

◁ **Cardinal Dieudonné Nzapalainga** : J'ai un père catholique, une mère protestante : les deux communautés ont

toujours été liées. Le conflit en Centrafrique n'est en réalité pas d'ordre confessionnel. La religion a été instrumentalisée par des groupes armés pour servir des intérêts économiques, dans l'objectif de l'accaparement des ressources minières. En allant à la rencontre de la population, l'imam et moi adoptons une démarche progressive. Nous écoutons les témoignages et les traumatismes de notre propre communauté religieuse. Séparément, au début. Puis, nous nous rassemblons pour une médiation afin d'éclaircir les faits. Convaincre les chefs religieux locaux est essentiel pour désamorcer les conflits.

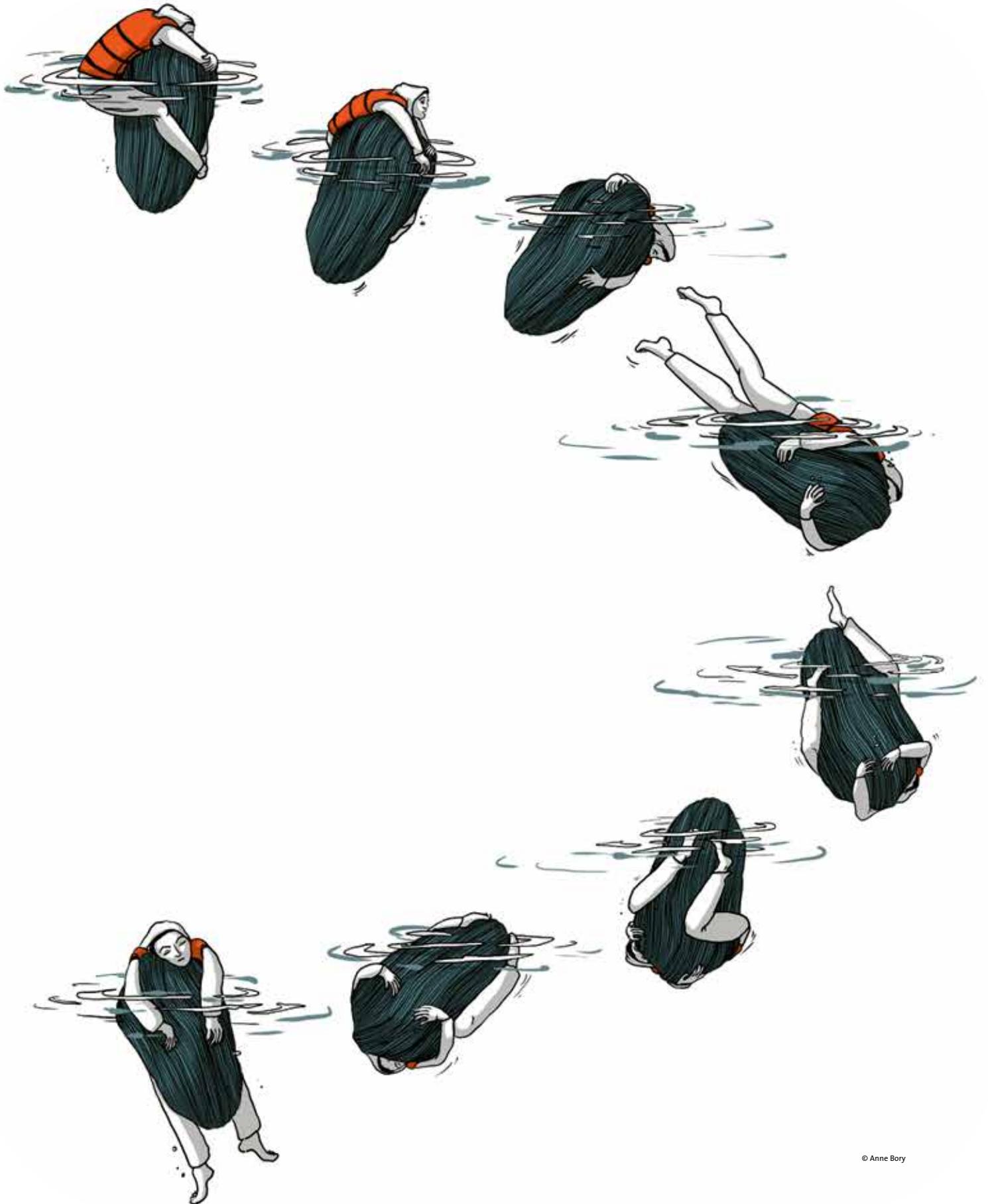
◁ **Imam Abdoulaye Ouasselegue** : Nous sommes d'une certaine façon la voix des sans-voix. Les civils sont délaissés par l'État et les Casques bleus. Tendre la main à des chrétiens en tant que musulman – et vice-versa – est une invitation au dialogue et une preuve que la réconciliation est possible. Nous écrivons aussi des rapports sur le conflit, notons les revendications de la population pour les adresser au gouvernement. Obtenir des changements concrets permet de gagner la confiance du peuple et de faire avancer la cause.

▷ Justement, quel impact a votre action ?

◁ **Imam Abdoulaye Ouasselegue** : Il y a parfois de l'incompréhension. Mon prédécesseur, Omar Kobine Layam, a été menacé de mort par sa propre communauté, accusé de collaborer avec les chrétiens. Il y a beaucoup de stéréotypes et de méfiance, mais dans une guerre civile il faut nuancer les discours pour permettre le dialogue interreligieux. Nous voyageons aussi à l'étranger pour dénoncer le rôle des puissances étrangères dans le conflit centrafricain, comme celui de la Russie. L'Occident ne peut pas fermer les yeux.

◁ **Cardinal Dieudonné Nzapalainga** : Plusieurs chefs de milices ont renoncé à exécuter des otages après notre passage, le pape François est allé dans la mosquée du quartier musulman hautement sécurisé de Bangui, le « PK5 », pour inciter à enrayer les violences. Il faut que chrétiens et musulmans cohabitent et retissent leurs liens sociaux d'antan. Bien que nous prônions l'esprit de conciliation, les criminels de guerre doivent être poursuivis. |

* Omar Kobine Layam, protagoniste du film, est décédé l'année dernière. Son successeur, Abdoulaye Ouasselegue, continue son combat.



© Anne Bory

Couvertures

Larguer les amarres

Journaliste et voyageuse, Lucie Azema dépeint une fresque du voyage féminin au fil des siècles dans son livre *Les femmes aussi sont du voyage*. De la femme qui attend patiemment pendant que monsieur parcourt le monde, à celle qui se contente du rôle d'accompagnatrice. Et quand elle peut enfin partir par elle-même, elle est traitée de folle, d'immorale, d'irresponsable. Les femmes ont pendant longtemps été invisibilisées des récits de voyage, un univers traditionnellement viril et par conséquent réservé aux hommes. En partant de la difficulté pour une femme de voyager en solo, l'autrice démontre également comment il est possible de se défaire des construits socioculturels pour aller bour-



linguer à l'autre bout de la planète. Un ouvrage qui incite à larguer les amarres et partir, nous aussi, à l'aventure.

Charlotte Fama

Les femmes aussi sont du voyage, Lucie Azema, Flammarion, 2021, 336 p.

Appréhender les horreurs autrement

Dans ce roman graphique décliné en trois tomes, la résistante, poète et journaliste française Madeleine Riffaud revient sur sa vie de lutte contre les abominations causées par des soldats allemands durant la Deuxième Guerre mondiale : humiliations, torture, détention. Violée à 17 ans par un jeune Français engagé dans la milice, atteinte de tuberculose, elle ne semble jamais se décourager. La désormais nonagénaire qui n'a cessé de lutter pendant et après l'occupation de Paris par les nazis souhaite aujourd'hui préserver la mémoire. Dans la préface qu'elle signe pour cette BD, elle se décrit non pas comme une victime, mais comme une résistante qui appréhende les événements d'un point de vue singulier.



Déo Negamiyimana

Madeleine, Résistante – Tome 1, Bertail, Morvan/Riffaud, Éditions Dupuis, 2021, 128 p.

Vers la liberté

« *Souvenirs en similicuir* » est avant tout le roman d'une filiation. Opérant un retour sur ses origines, la narratrice explore le passé des siens pour mieux s'inscrire dans le présent, esquissant les prémices d'un chemin de maturation. Par Barbara Pagés

Le roman de Nadia Boehlen est de ceux qui ne se laissent pas conter. Ou alors par petites touches, à l'image d'un tableau abstrait qui perdrait tout son sens si l'on essayait de le circonscrire trop précisément. Pour entrer dans son univers, il faut accepter de se faire tout-e petit-e et laisser la place au non-dit.

L'auteure de *Souvenirs en similicuir* dévoile l'univers de son personnage avec pudeur et délicatesse. Portée par une narration singulière, cette chronique familiale retrace le devenir d'une femme à travers une trajectoire articulée sur trois générations. Elle porte un regard à la fois tendre et presque extérieur sur les rapports de force qui sous-tendent le vécu des siens, les déterminismes sociaux auxquels ils doivent se mesurer et qui parfois les enferment. Son récit dépeint la condition des femmes, la vie rurale, montre des failles, mais il évoque aussi la force des ressources et la capacité à se réinventer pour accéder à une forme de reconnaissance. Au fil des événements, on ne peut s'empêcher de penser à un vers d'une chanson de Rita Mitsouko : « la voir danser nous transforme ». Au-delà de toute forme de limitation, ses personnages traversent les étapes de la vie, explorent sa richesse, sublimant leurs blessures et se rattachant à la partie la plus vivante de soi, à leur loyauté envers les leurs. La narration, émaillée de références culturelles de différentes époques et contextes qu'elle parcourt, nous emmène au cœur du vécu de ses protagonistes, qui nous semblent si proches qu'on en arrive à confondre la fiction avec la réalité.

Ce glissement se fait d'autant plus facilement que le récit est nourri de descriptions sensorielles qui nous immergent dans l'expérience de la narratrice et nous font voir, sentir à travers elle.

Porte-parole d'Amnesty International Suisse, Nadia Boehlen signe avec *Souvenirs en similicuir* son premier roman, après avoir publié un recueil de nouvelles (*Les poupées de chiffon*, Slatkine, 2019). À travers la forme choisie, l'autofiction, et par son écriture riche de sens et d'émotions, l'auteure nous connecte au réel. Comme un miroir qui renvoie sur soi, l'histoire devient plurielle. Elle est une invitation au voyage intérieur, à appréhender le temps qui passe, à opérer un retour sur soi, sur les faits marquants et les différentes époques qui ont contribué à façonner notre identité et notre vision du monde. |



Souvenirs en similicuir, Nadia Boehlen, Slatkine, 2021, 160 p.

L'Italie sous toutes ses coutures

Vous êtes au restaurant, en train de déguster des spaghetti *alla bolognese* accompagnés d'un succulent vin du *Piemonte*, avant de commander votre *tiramisù*. Une scène – un brin cliché – qui est tout sauf rare à Lausanne. Si la culture italienne fait partie intégrante de nos assiettes, elle est bien plus que cela. En témoigne l'exposition « Losanna, Svizzera: 150 ans d'immigration italienne à Lausanne », qui nous invite à remonter le temps pour découvrir la vie des immigré·e·s depuis leur arrivée en Suisse dès les années 40. Pluridimensionnelle, l'expo s'appuie sur des textes, photos, cartes et vidéos pour aborder l'intégration de cette population, tandis que des éléments visuels disposés dans les espaces du musée mettent l'Italie à l'honneur: une Vespa, des affaires de foot, de la nourriture.

Les étapes d'adaptation sont déclinées sous un regard historique. Après la

Deuxième Guerre mondiale, l'Italie vit une crise économique qui engendre une grande pauvreté, à l'inverse de la Suisse, qui vit une période de croissance. De nombreux secteurs vont alors embaucher cette nouvelle main-d'œuvre: les hommes sont employés sur les chantiers de bâtiments et ponts emblématiques lausannois, tandis que les femmes travaillent dans le milieu du textile ou de l'imprimerie. Les Italiens commencent peu à peu à créer des entreprises dans la construction et la restauration, avec l'ouverture des premières pizzerias. L'exposition n'omet pas de nous plonger dans l'intime, avec des histoires individuelles. De nombreux témoignages et vidéos rendent compte du contexte xénophobe qui frappe la population italienne: loyers trop chers, initiatives discriminatoires, contrôles à la frontière violant toute intimité...

La culture italienne a toutefois su se faire sa place dans notre société, par le travail de ses immigré·e·s, mais aussi à travers l'art, la musique, le sport ou la gastronomie. Une expo fascinante sur tout un pan de l'histoire lausannoise, qui résonne comme une ode à la richesse multiculturelle suisse. À recommander!!

Sonia Imseng



Losanna, svizzera: 150 ans d'immigration italienne à Lausanne, Musée historique de Lausanne, 18.08.2021 - 09.01.2022.

Une amitié québécoise sans limites

Enfants, Mikuan (Sharon Fontaine-Ishpatao) et Shaniss (Yamie Grégoire) promettent solennellement de ne jamais se séparer. Les deux jeunes filles grandissent ensemble dans la réserve autochtone *Uashat 27*, sur les berges glacées de la Côte-Nord québécoise. Dans ce lieu si restreint de la communauté innue, les conditions de vie et les perspectives précaires ébranlent même les plus fortes amitiés. Le film *Kuessipan* retrace un automne charnière pour ses héroïnes devenues adolescentes. Livrée à elle-même depuis son enfance, Shaniss tente de construire une famille avec un jeune homme impulsif et violent. Une décision que son amie peine à accepter. Mikuan peut – au contraire – compter sur un foyer aimant, mais sa volonté de partir étudier à Québec alimente les

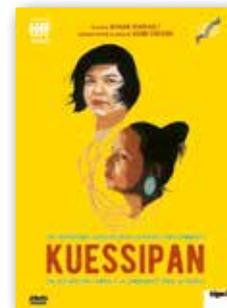
tensions. Lorsqu'elle tombe amoureuse d'un homme blanc, les reproches sur l'abandon de sa communauté et des traditions s'accroissent.

Le quotidien des Innu·e·s se révèle pendant les réunions familiales. La mère assemble des perles de plastique pour reproduire des bijoux traditionnels. Les enfants répondent en français à leurs parents. La gaieté masque les blessures passées et à venir. La pudeur de Mikuan s'efface lorsqu'elle participe à un atelier d'écriture. Face à un public blanc, elle fait valoir sa voix et sa culture. Elle dénonce la réserve, cet espace imposé dont il est si difficile de s'échapper.

La réalisatrice Myriam Verreault a collaboré au scénario avec Naomi Fontaine, dont le livre éponyme a inspiré le film. Les mots de cette autrice innue sont

repris en voix off. D'une rare poésie, ses descriptions des autochtones laissent une vive impression que les images peinent à égaler. Mais écrire ou filmer restent des moyens essentiels pour transmettre une histoire en marge. Pour Mikuan, quitter sa terre natale devient alors un geste de résistance. |

Aurélien Kohler



Kuessipan, Myriam Verreault, 2019, 117 minutes



© Ambrise Hélier

L'ÉVALUATION

Yeux bruns rieurs, cheveux châains presque noirs, voix grave et chaude avec un reste d'accent italien, Lorena est une figure à la RTS. Elle a travaillé comme journaliste à la Rai 2 avant de s'installer en Suisse, en 1997. Elle y est venue par amour, ou peut-être s'est-elle appuyée sur sa compagne d'alors pour s'extraire du milieu romain dans lequel elle évoluait. Ce provincialisme de grande ville du Sud. Le rôle qu'on lui assigne: belle femme, beau mariage, beaux enfants, beaux quartiers. Elle vit son homosexualité de manière clandestine, dans une contorsion intérieure douloureuse. Elle aime les femmes, mais se déclare homophobe, et rejette tout engagement lié à son orientation sexuelle ou à la cause féministe, qu'elle interprète comme une forme de gauchisme méprisable. L'imprégnation de son milieu familial, une représentation aisée, urbaine et établie de la démocratie chrétienne italienne. À la Rai, elle est un faire-valoir et un instrument féminin d'un monde d'hommes; hormis sa beauté brune, furieusement pétillante, elle n'y apporte rien d'elle, rien de ce qui éclôt en elle et qui cherche à s'exprimer.

À Genève, Lorena se construit une culture politique. La femme pour qui elle a quitté son establishment péninsulaire est engagée dans le militantisme LGBTQIA+, comme on dit aujourd'hui pour inclure le plus grand nombre d'orientations sexuelles et d'identités de genre. Elle lui apprend que le féminisme et le mouvement

queer ont en commun de chercher à ébranler l'hégémonie hétérosexuelle et tous les avantages indus qui lui sont assortis. Elle lui apprend à se rallier à ces mouvements, comme à tous ceux qui soutiennent des causes progressistes plutôt associées à la gauche. Dans la stabilité de leur lien, elle se fraie un passage dans les sphères ultra-convoitées et protégées de la RTS. Elle ne se laisse pas impressionner par les refus secs lorsqu'elle propose ses services pour les émissions qui lui parlent et qu'elle se verrait animer. Elle envoie des maquettes audio qu'elle crée pour les faire correspondre au format de chaque émission, contacte le service du personnel avec une compilation de sujets réalisés, appelle les producteurs des émissions. Les ressources humaines lui accordent un entretien, pour décréter finalement qu'elle ne correspond à aucune filière d'embauche de la RTS, que ce soit celle de l'info ou de l'animation. Lorena ne baisse pas les bras, continue d'acquérir des contacts, fait la connaissance d'une autre Italienne qui, une décennie avant elle, quand le marché de l'emploi était encore moins segmenté, est passée de l'enseignement à la radio. Elle lui obtient une chronique hebdomadaire. Deuxième partie de soirée, mais déjà sa voix, ce reste d'accent, sublime, et l'originalité de ses chroniques, qui mêlent sujets de société, politique et culture avec des tranches de récits intimistes dans une tonalité nocturne et bleutée, lui attachent une partie du public romand.

En parallèle à son parcours radiophonique, elle coréalise un film, enchevêtré de portraits de femmes aux prises avec des situations de vie en mutation, des questionnements intérieurs et identitaires, des femmes qui chacune à leur manière – le film est tourné dans trois pays européens – rompent avec des rôles que le murmure social leur impose. Un film qui, dans la forme, préfigure l'arrivée de Netflix et de ses séries peuplées de femmes, de personnages issus de groupes ethniques minoritaires, de l'immigration ou queer. Un film qui, comme ces séries, visibilise des vécus en rupture d'une société organisée (ou qui fait mine de l'être) autour du couple hétérosexuel assorti d'un, deux (l'image la plus enviable) ou trois enfants. Un modèle érigé en panacée qui, trop souvent, voue tant d'individus à la sclérose et à l'enferment, un modèle qui les empêche d'explorer d'autres configurations relationnelles et familiales, et de faire vaciller l'empreinte traditionnelle de nos sociétés. Des portraits de femmes qui parfois malgré elles, puis plus consciemment, se transforment pour façonner à leur tour leur environnement.

La presse critique subtilement le film: le manque d'expérience de la réalisatrice se refléterait dans des lacunes formelles. Tout le monde n'a pas l'aplomb d'émigrer, de se hisser à la RTS, d'y créer des chroniques aussi riches et singulières que celles de Lorena, et de réaliser un film. Relever de telles lacunes rassure ceux qui n'ont pas accompli le quart de son parcours bien qu'ils aient vécu toute leur vie en Suisse.

Pendant des années, Lorena, rétribuée au mandat, n'a pas de salaire fixe. Elle devient une salariée de la RTS à l'orée de la quarantaine. Elle saisit très vite les enjeux liés au web et aux médias sociaux, et suit une formation dans la création de contenus digitaux. Elle comprend avant tout le monde qu'il ne suffit pas de dupliquer le contenu des émissions de manière aléatoire sur les réseaux sociaux. Elle souhaite y prolonger leur durée de vie et leur impact en réfléchissant à la manière de les diffuser.

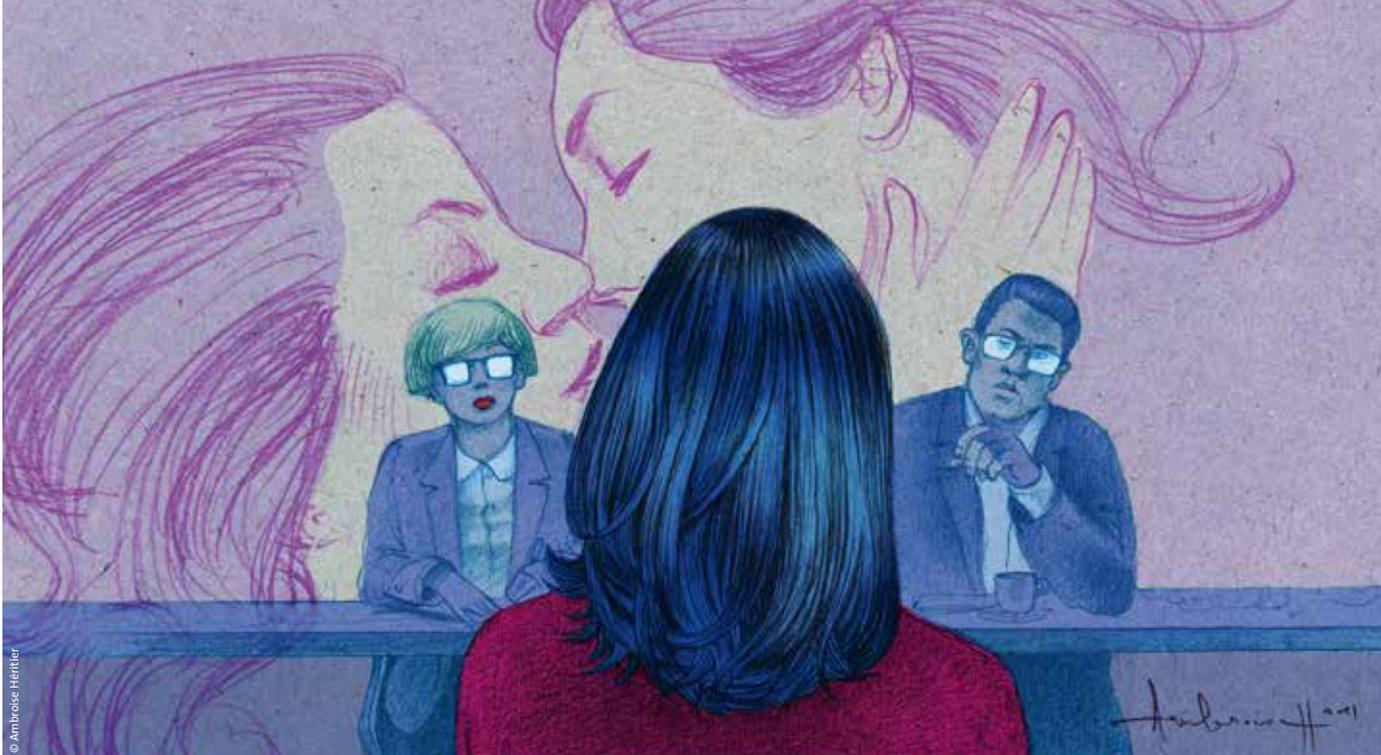
Lorsqu'un poste de « directeur d'unité » (l'offre n'est pas publiée en langage inclusif) est mis au concours, Lorena maîtrise un large spectre des métiers de Radio-TV : caméra, son, montage audio et vidéo, sujets d'actualité ou thèmes pour des formats magazine. Elle dispose d'une vision stratégique fondée sur l'expérience. Les trois candidats retenus après la première ronde d'entretiens doivent se soumettre à un *assessment*. Elle en fait partie. La RTS, comme de nombreuses autres entreprises ou organisations, utilise les *assessments* (on privilégie le terme anglais plutôt que de parler d'évaluation) comme procédé pour sélectionner et évaluer les candidats à des postes de cadre. Le processus est composé de différents exercices, tâches, jeux de rôles et entretiens, qui se déroulent en partie de façon individuelle et en partie avec des examinateurs ou experts externes à l'entreprise. On soumet les candidats à ces tests dans des délais très courts pour analyser leur comportement sous pression. Le processus dure entre un et deux jours et coûte à l'entreprise plusieurs milliers de francs.

Une première partie de l'évaluation se déroule en ligne. Lorena reçoit des informations d'accès à une plateforme. Pendant une demi-journée, elle effectue des tests de personnalité à peine plus sophistiqués que ceux qu'on trouve dans des magazines de psychologie grand public. Ce qui change, observe-t-elle, ce sont le nombre de questions et leurs multiples redondances. Elle y répond sans user de filtres ; elle ne veut pas être engagée comme quelqu'un qu'elle n'est pas. Elle sait très bien que ses réponses refléteront une personnalité créative, analytique et multiple, parfois trop franche, entière et passionnée. Mais elle n'a pas envie d'éluder ou de camoufler ce « trop ». Ensuite, elle planche sur une série de suites de nombres ou de figures, à classer ou résoudre selon une logique qu'il s'agit d'identifier rapidement. L'impression de faire des exercices de maths élémentaires, les mêmes que ceux que doit parfois résoudre la fille âgée de 12 ans de sa compagne. Elle s'y astreint, perplexe, songeant à quel point il est réducteur que ces quelques problèmes balancés depuis un site web (d'ailleurs, les *assesseurs* se sont trompés, elle a d'abord reçu des liens avec des tests en espagnol) reflètent quoi que ce soit de ses compétences ou de son intelligence. La dernière partie des tests écrits comprend la conception d'une ébauche de stratégie pour l'unité que le candidat retenu aura à diriger. La partie de l'*assessment* qui, selon elle, fait le plus sens. Elle y ébauche les changements qu'elle se verrait insuffler à la Première en dehors des créneaux de l'actualité, avec

notamment des magazines culture et société renforcés. Des sujets documentés par des archives et des analyses, auxquels on pourrait se référer dans leur version podcast et web. La journaliste liste des exemples de thèmes possibles. Autant de changements qu'elle introduirait en respectant l'immense savoir-faire et l'expérience des collègues en place.

Lors de la seconde phase de l'*assessment*, Lorena fait la connaissance des examinateurs chargés d'évaluer ses compétences en croisant les résultats des tests écrits et des exercices qu'elle fera en leur présence. La journée commence par une ronde de présentations. Le premier expert, lunettes carrées, physique légèrement bedonnant, ennuyeux et sage, se résume. Licence en philosophie et psychologie, une passion pour la salsa qui l'a amené à fonder une école de danse dont il gère toute la partie administrative et comptable, souligne-t-il pour relever le sérieux de l'entreprise, un mariage – la meilleure décision de sa vie, ajoute-t-il gravement – deux enfants, une maison, un jardin. Au tour de l'experte de prendre la parole. Lèvres peintes d'un rouge criard, carré blond décoloré (presque jaune), racines noires, frange de biais improbable et touffue qui se mêle à des lunettes carrées, observe Lorena. Diplôme de psychologie, plusieurs années d'expérience dans différents départements de l'administration fédérale avant de devenir experte indépendante. Un mari, deux enfants, une maison, une passion pour le jardinage de fleurs et la confection de gâteaux sucrés.

Quand vient le tour de Lorena, elle résume son parcours de vie. Rome, la TV, l'arrivée en Suisse, la découverte du militantisme et de la sociabilité queer, son film, les multiples émissions pour lesquelles elle travaille depuis des années, son goût profond de la radio, de la RTS. Ses formations en cours d'emploi dont celle portant sur le digital. Elle aimerait dire aussi, juste pour signifier aux experts que c'est tout aussi respectable que leur maison, deux enfants, un jardin, qu'elle a eu des dizaines d'histoires avec des filles, que chaque fois – enfin, presque chaque fois – qu'elle a couché, elle a aimé, qu'elle aime souvent et intensément. Qu'elle pleure souvent, tout aussi intensément. Mais qu'ainsi, elle se sent vivre. Qu'elle vit avec une femme depuis trois ans, mais qu'elle n'est pas sûre que cette relation durera. Pourtant, au moment d'aborder sa situation matrimoniale, elle se contente de sourire et de mentionner qu'elle vit avec sa compagne et sa fille. Mais peut-être y a-t-il déjà dans ce sourire un peu de dédain pour ce que sont ces experts, leur petite vie bien ordonnée et leur mission qui n'est rien d'autre que de recruter des cadres vertueux et efficaces, peu importe leur créativité ou leurs idées au fond, pourvu qu'ils mettent les employés au rang. Peut-être la mention de son homosexualité, même affichée selon le prisme d'une relation stable, est-elle déjà trop subversive aux yeux des examinateurs. Silence poli de ceux-ci lorsqu'elle se tait.



Avant de passer aux divers exercices de la journée – jeux de rôles et simulation d'une situation de travail – les experts reviennent sur les tests en ligne.

L'occasion pour Lorena de questionner leur pertinence :

– Ces quelques résolutions de suites de nombres ou suites logiques, c'est un peu mince pour déduire les compétences de quelqu'un.

– Vous avez eu des difficultés pour résoudre ces exercices ?

– Pour un exercice, j'ai été gênée, car je ne pouvais plus lire l'énoncé une fois que je suis passée à la résolution de l'exercice. Sinon, il me semble que ça s'est bien passé. J'ai fait ce que j'ai pu dans le laps de temps imparti. Mais encore une fois, je trouve curieux que sur la base de ces exercices très succincts, on tire des conclusions sur les capacités professionnelles des candidats. Même si ensuite on croise ces résultats avec les analyses psychologiques ou les exercices de mise en situation.

Hochement de tête pensif des experts, qui ensuite lui présentent le déroulement du reste de la journée. D'abord un jeu de rôle, dans lequel surgit un conflit, puis une situation de crise impliquant plusieurs acteurs.

Pour le jeu de rôle, l'un des experts se met dans la peau d'un collaborateur en colère qui met Lorena face à une situation où il faut résoudre un conflit naissant. Elle ne peut s'empêcher de rire des piètres qualités d'acteur de l'examineur, qui lui demande :

– Vous riez ?

– Je ne ris pas de vous en tant que collaborateur, mais parce que cette mise en scène a quelque chose d'artificiel.

Elle cesse de rire et s'efforce de répondre à l'humeur si mal jouée du collaborateur en colère.

Dans une autre mise en situation, Lorena doit gérer plusieurs étapes d'un conflit qui croît entre hiérarchie et collaborateurs en raison d'une restructuration assortie d'une réduction de postes.

Elle commence par questionner la mesure et le nombre de personnes mises sur la touche. Ce à quoi les assesseurs répondent qu'elle ne peut toucher à l'énoncé de l'exercice ; elle rétorque que c'est justement le genre de décision qu'elle analyserait sous tous ses angles...

Plus elle avance dans l'exercice, plus elle se lasse du caractère absurde de cette mise en situation, qui la conduit à faire mine de prendre des décisions absolument contraires à tout ce qu'elle ferait si elle devait, seule, sans les prérequis fixés par les assesseurs, gérer une situation où planerait une menace de licenciements sur plusieurs collaborateurs. Oui, elle chercherait de toutes ses forces à contester la mesure ou, du moins, à la différer ou la diluer. Elle renonce à protester, mais une fois ou l'autre elle ne peut s'empêcher de soupirer, de remuer sur sa chaise, de laisser vaguement apparaître de l'ennui dans l'expression de son visage.

Au terme du processus, les deux experts dressent un rapport d'une quinzaine de pages (il faut bien justifier les milliers de francs que coûte l'exercice) – y compris les nombreux graphiques extraits automatiquement des divers tests en ligne. L'analyse contient des incohérences. Au vu des tests écrits quantitatifs, Lorena serait sous-dotée intellectuellement. Quelques paragraphes plus loin, on lui attribue pourtant une très haute capacité stratégique, analytique et d'abstraction. On déplore qu'elle remette en question certaines tâches ou rechigne à les effectuer quand elles ne correspondent pas à son échelle de valeurs, on relève son langage corporel qui parfois traduit l'ennui face à ses interlocuteurs, on doute de sa capacité à réguler des conflits en raison de sa personnalité tranchée et de cette manière de questionner certaines orientations de l'entreprise.

Deux semaines plus tard, on l'informe qu'un homme a été nommé au poste pour lequel elle s'est présentée. Il a une femme et deux enfants. Il n'a jamais travaillé à la RTS, mais a plusieurs années d'expérience comme manager dans la rédaction web d'un autre média. Il a répondu aux tests psychologiques de façon à apparaître comme une personnalité mesurée, n'a questionné ni les données de l'exercice ni le contexte de la décision qui demandait de mettre des dizaines de personnes sur la touche. Il a résolu les conflits « de manière détachée et efficace ». | Nadia Boehlen



MARATHON DES LETTRES 2021

LE PLUS GRAND ÉVÉNEMENT MONDIAL DÉDIÉ AUX DROITS HUMAINS FÊTE SES 20 ANS !

Parfois, une lettre peut changer la vie de quelqu'un. C'est de chaque observation qu'est né le Marathon des lettres, notre campagne mondiale d'envoi de lettres que nous menons cette année depuis 20 ans. Elle représente aujourd'hui le plus grand événement mondial consacré aux droits humains.

Comme la plupart des grandes choses, tout a commencé par un groupe d'ami-e-s et une bonne idée. Un groupe de militant-e-s de Varsovie, en Pologne, a, un jour de 2001, décidé de célébrer la Journée internationale des droits humains (qui se tient le 10 décembre) de manière un peu différente. Les activistes polonais-e-s ont organisé un marathon épistolaire de 24 heures, écrivant jour et nuit des lettres au nom de personnes dont les droits avaient été bafoués.

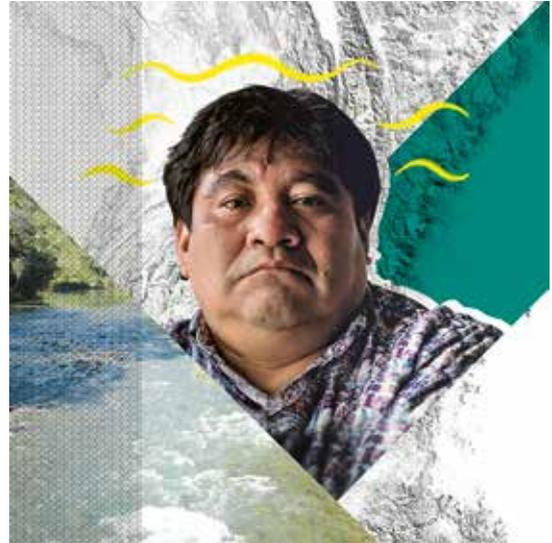
De 2326 lettres en 2001 à 4,5 millions de lettres, tweets, signatures de pétitions et autres en 2020, les sympathisant-e-s du Marathon des lettres ont utilisé le pouvoir des mots pour s'unir derrière un objectif commun : soutenir les gens où qu'ils soient dans le monde. Leur action a contribué à transformer la vie de plus de 100 personnes au fil des ans, en les libérant de la torture, du harcèlement ou d'un emprisonnement injuste.

PARTICIPEZ À NOUVEAU CETTE ANNÉE ! En cette deuxième année de pandémie, il est particulièrement difficile pour les militant-e-s de défendre leur position. Les visites aux détenu-e-s sont devenues plus compliquées et le COVID-19 sert de prétexte à de nombreux gouvernements pour abolir leur engagement en faveur des droits humains. Une lettre change des vies. Notre soutien est plus que jamais nécessaire !

Soutenez les militant-e-s des droits humains menacé-e-s : participez au Marathon des lettres 2021 !

Avec le Marathon des lettres 2021, nous soutenons ces militant.e-s des droits humains menacé.e-s :

Bernardo Caal Xol est emprisonné au Guatemala pour avoir défendu une rivière sacrée. Quand une entreprise, avec l'autorisation du gouvernement, a endigué la rivière Cahabón pour y construire deux centrales hydroélectriques, Bernardo et son peuple ont protesté. Mais ces actions lui ont attiré les foudres de l'entreprise et des élites économiques et politiques. L'enseignant a fait l'objet d'une campagne de diffamation reposant sur des accusations récurrentes et infondées. En 2018, il a été condamné sans la moindre preuve à plus de sept ans de prison.

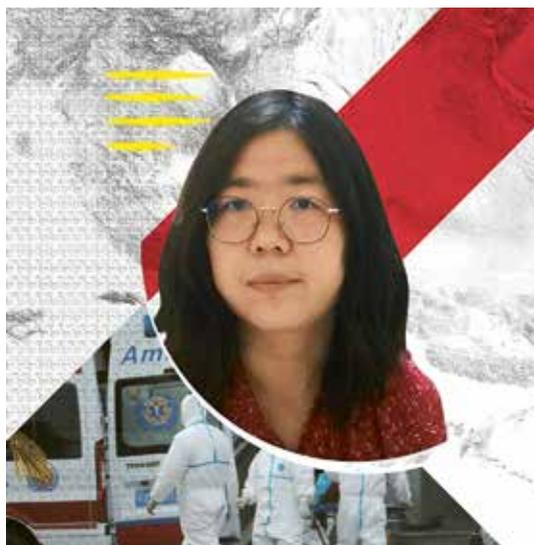
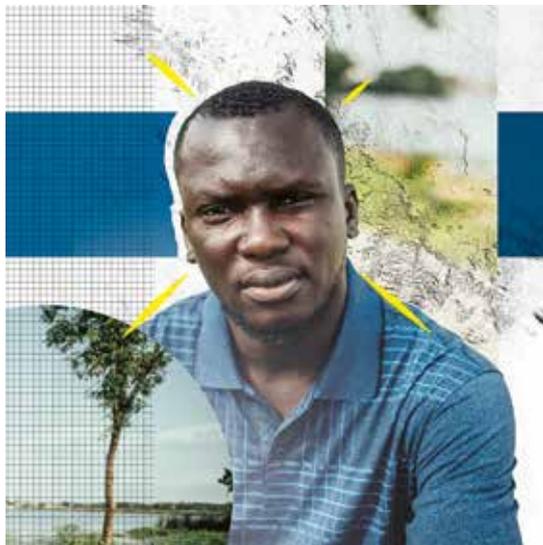


Mikita Zalatarou, âgé de 17 ans, a reçu des coups, des décharges électriques et s'est vu emprisonner pour avoir participé à une manifestation pacifique après l'élection présidentielle au Bélarus en 2020. Déclaré coupable de troubles à l'ordre public et d'utilisation d'explosifs illégaux (bien que des vidéos montrent que l'adolescent n'a pas participé à des violences), Mikita a été condamné à 5 ans d'emprisonnement dans une colonie de redressement de mineur.e-s.



Janna Jihad est harcelée parce qu'elle dénonce la violence d'Israël. À 13 ans, Janna, qui en a aujourd'hui 15, a été reconnue comme l'une des plus jeunes journalistes au monde. Elle révélait déjà le traitement oppresseur et souvent mortel que l'armée israélienne réserve aux Palestiniens. Le journalisme de Janna lui vaut d'être tourmentée et de recevoir des menaces de mort. Mais elle n'abandonnera pas. « Je veux connaître la liberté dans mon pays. Je veux savoir ce que sont la justice, la paix et l'égalité sans subir le racisme systématique. »

Imoleayo Adeyeun Michael est visé par des accusations mensongères pour avoir manifesté contre la violence policière au Nigeria. Le jeune programmeur informatique a soutenu les manifestations de 2020 contre la violence, le chantage et les meurtres perpétrés par la Brigade spéciale de répression des vols, sur Twitter et Facebook, utilisant le hashtag #EndSARS, devenu viral. Deux semaines plus tard, 20 hommes armés ont mené une attaque surprise chez Imoleayo. Détenu 41 jours, il a été libéré sous caution en décembre 2020, mais reste poursuivi sur la base d'accusations forgées de toutes pièces.



Zhang Zhan, l'une des rares journalistes citoyennes à parler publiquement de la crise sanitaire en Chine, a été condamnée à quatre ans de prison pour avoir dit la vérité sur le COVID-19. Zhang Zhan a disparu dans la région du Wuhan en mai 2020. Plus tard, les autorités ont confirmé qu'elle était détenue par la police à Shanghai, à 640 km de là. En juin 2020, Zhang Zhan a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention. Le mois dernier, son état de santé s'est fortement détérioré et laisse craindre pour sa vie.

Des informations complémentaires sur le Marathon des lettres 2021 sont disponibles à l'adresse suivante :

www.amnesty.ch/marathon

Soutenez Janna Jihad maintenant, via le talon ci-dessous.

Vous pouvez également signer une action en ligne à l'adresse suivante : action.amnesty.ch

PÉTITION

PROTECTION POUR LA JOURNALISTE PALESTINIENNE DE 15 ANS, JANNA JIHAD !

Au Président de la Commission des droits de l'enfant de la Knesset

Janna Jihad souhaite simplement avoir une enfance normale. Mais cette jeune fille de 15 ans vit en Cisjordanie occupée par Israël, où la discrimination et l'oppression systémiques sont la norme. Après avoir vu son propre oncle tué par l'armée

israélienne, Janna a été propulsée dans le monde du journalisme citoyen, en documentant et exposant le traitement oppressif et souvent mortel que l'armée israélienne réserve aux Palestiniens, y compris aux enfants. Israël a signé la Convention relative aux droits de l'enfant, mais n'étend pas la protection qu'elle définit aux enfants palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.

Aujourd'hui, le journalisme de Janna lui vaut d'être harcelée et menacée de mort. Je vous demande :

- de mettre fin à la discrimination à l'encontre de Janna ;
- qu'Israël remplisse ses obligations au titre de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et étende sa protection à Janna et à tous les autres enfants palestiniens.

Nom	Prénom	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			



ENGAGEZ-VOUS AVEC AMNESTY POUR LES DROITS HUMAINS!

AGIR AU SEIN D'UN GROUPE

Dans toute la Suisse, des personnes s'engagent avec Amnesty International. Également dans votre région. Pour en savoir plus : www.amnesty.ch/agir

EN VERSANT UN DON

Votre soutien financier, qu'il soit ponctuel ou régulier, fait concrètement avancer la cause des droits humains. Vous trouverez un bulletin de versement joint à ce magazine.

**INSCRIVEZ-VOUS ET RECEVEZ
GRATUITEMENT LA NEWSLETTER
WWW.AMNESTY.CH/FR/NEWSLETTER**

AMNESTY YOUTH

AMNESTY YOUTH est un réseau de jeunes qui s'engagent en Suisse pour rendre le monde meilleur. Plus d'infos: www.amnestyyouth.ch

EN LIGNE

À l'adresse www.amnesty.ch/agir, vous découvrirez les informations les plus actuelles sur nos activités ainsi que les différentes possibilités de vous engager pour les droits humains.



AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne
T: +41 31 307 22 22 . F: +41 31 307 22 33
info@amnesty.ch . www.amnesty.ch
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6